

LES ORPHELINS DU SIDA: QUAND MAMAN N'EST PLUS LÀ

MAI-JUIN 2005

:: Gazette

www.gazettedesfemmes.com

Tout sur la condition des femmes d'ici et d'ailleurs

DES FEMMES

FEMMES À VENDRE

ÉPOUSES OFFERTES
DANS INTERNET,
DANSEUSES EXOTIQUES,
AIDES-FAMILIALES AU RABAIS
BIENVENUE AU CANADA!

CÉSARIENNES
À LA CARTE
FAUT-IL
S'INQUIÉTER ?



Envoi de Poste-publications — N° de convention: 40069512 — Port de retour garanti.
Service aux abonnements, C.P. 11001, Succursale Anjou, Anjou (Québec) H1K 4H2
Mai-Juin 2005 Vol. 27, n° 1 CONSEIL DU STATUT DE LA FEMME

J'AGIS SUR MON
MILIEU DE VIE



élections municipales 2005



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte

:: Dossier

13

Devenir Canadienne À quel prix ?

Aides familiales au rabais, épouses offertes dans Internet, danseuses exotiques : pour beaucoup d'étrangères, c'est la seule façon d'acquiescer la citoyenneté canadienne. Une voie toute tracée pour le trafic des femmes.

:: Enquête spéciale

20

Césariennes à la carte Faut-il s'inquiéter ?

Il y a 35 ans, 5% des petits Québécois naissaient par chirurgie. Aujourd'hui, c'est quatre fois plus. Et de plus en plus de femmes exigent la césarienne. L'accouchement naturel a-t-il encore un avenir ?

:: Monde

28

Les orphelins du Sida Quand maman n'est plus là

En Afrique du Sud, un homme atteint du VIH contaminé en moyenne 3,5 femmes. Quand la maman n'est plus là, restent les petits-enfants et les grands-mères. Et si le sida était une maladie de l'inégalité entre les sexes ?

Rubriques

4 BOÎTE AUX LETTRES

6 NOUVELLES

S'inspirer les unes des autres
Des prix internationaux pour la sécurité des femmes.

L'ultime voyage de Marguerite Bourgeoys
Un digne lieu de repos pour cette féministe avant l'heure.

L'effet Cantat

La France multiplie les initiatives pour contrer la violence conjugale.

Le tour du monde de la Charte mondiale des femmes pour l'humanité

La Norvège va de l'avant

Les femmes occuperont 40% des sièges des C.A. des compagnies.

Au nom de la mère

En France, les nouveau-nés peuvent désormais porter le nom de famille de la mère.

Quand pacifiste et féministe ne font qu'une

Entrevue éclair avec la pacifiste italienne Lidia Menapace.

11 ENVOYÉ SPÉCIAL

De l'or bleu dans la nuit noire
Le scandale de la comme classification de l'eau au Niger.

12 BILLET

32 RECHERCHES

Le bogue des informaticiennes

S.O.S. conciliation

Ça va, madame la professeure ?

35 BOUQUINS

38 ARTS



La charia au Canada ? Non merci !

Je vous félicite pour votre enquête sur les tribunaux islamiques (« La charia au Canada: une menace pour les musulmanes? », nov.-déc. 2004). La société québécoise possède des lois progressistes où s'exercent des droits égaux pour les femmes. Les personnes qui voudraient voir les tribunaux islamiques régir leur vie ont toujours le loisir de retourner là où elles se sentaient si bien dans cette culture. Et celles qui ont conservé leur ancienne citoyenneté pourraient se prévaloir de la possibilité d'utiliser les tribunaux de leur pays d'origine lors d'un passage là-bas, si cela leur convient mieux.

Le Québec ne doit pas revenir en arrière. Si on invite les femmes à s'inscrire, et nos universités en sont remplies, il faudra admettre qu'elles ont aussi les talents de gérer totalement leur vie.

André Mainguay
Longueuil

L'histoire récente du Québec rappelle notre combat pour sortir la religion catholique du Parlement et des écoles. Faudrait pas maintenant y laisser entrer la religion musulmane. Dans notre pays, des gouvernements démocratiquement élus gèrent l'État, et seules les lois civiles ont droit de cité. La charia n'est pas très démocratique. Nous croyons que l'État a le devoir de rappeler aux nouveaux arrivants qu'ils ne devraient pas essayer de reconstituer ici leur ancien pays.

Si on autorise la charia musulmane au Québec, imaginez les demandes venant de toutes les autres religions et sectes. À titre d'exemple, que répondre à un imam qui demanderait d'abolir le droit de vote pour les femmes au Québec parce que c'est proscrit par sa religion?

S'il a déjà été décrété que l'État n'avait pas d'affaire dans les chambres à coucher, il faudrait maintenant décréter que les religions n'ont pas d'affaires dans l'État.

André Drouin
Hérouxville

Le vrai visage des prostitués

L'article (« Le vrai visage des prostitués », janv.-fév. 2005), ne peut mieux refléter mon opinion sur cette question. Si autrefois les esclaves étaient de race noire, aujourd'hui l'esclavage a changé de couleur. Mon constat: s'il n'y avait pas d'hommes déséquilibrés et centrés sur leur sexe, la prostitution n'existerait pas.



Félicitations à la Gazette des femmes pour ses reportages sur les femmes de chez-nous et d'ailleurs dans le monde!

Colombe Vadnais
Granby

Argumentation douteuse

Je réagis fortement aux propos tenus par Marie Anésie Harerimana dans l'article « Sans nous, où iraient les séropositives? » (janv.-fév. 2005). Je ne connaissais pas le Centre de ressources et d'intervention en santé et sexualité (CRISS) avant d'avoir lu l'article et je me réjouis de l'existence de cet organisme. Je suis certaine que M^{me} Harerimana est une personne extraordinaire, engagée et dévouée à sa cause. Il est vrai que les personnes séropositives ont besoin de soutien. Jusqu'au dernier paragraphe, je n'avais que des éloges à l'endroit de cet article. Puis, la déception: l'utilisation du cas de la D^{re} Di Lorenzo, [une médecin séropositive de l'Hôpital Sainte-Justine qui s'est fait lyncher pour avoir soigné des enfants] est malencontreuse. Cet exemple n'illustre pas du tout ce que M^{me} Harerimana voulait

Écrivez-nous!

Pour vous publier, nous avons besoin de vos nom, adresse et numéro de téléphone. Vos coordonnées demeureront confidentielles.

Les lettres peuvent être abrégées.

Gazette des femmes, 8, rue Cook,
3^e étage, Québec (Québec) G1R 5J7

COURRIEL: gazette@csf.gouv.qc.ca

Depuis 1979, cette publication est allongée à l'initiative et sous la supervision du Conseil du statut de la femme.

LES PUBLICATIONS DU QUÉBEC
en sont l'éditeur.

- Directrice: Thérèse MacIsaac
- Rédactrice en chef: Claire Gagnon
- Rédactrice en chef adjointe: Anne Savoy
- Rédactrice-révisrice: Mélanie Saint-Hilaire
- Revison: Sophie Marcotte
- Revison: Francine Bédard
- Recherche du visuel: Guyane Grenier
- Recherche du visuel: Guyane Lefebvre
- Photo: césarienne de la couverture: Famille Dupont
- Réalisation graphique: Brio Outremor
- Impression et pelliculage: Offset Beauve
- Marketing et publicité: Francine Powers, tél.: (418) 644-7932 ou 1 800 463-2951
- Ventes publicitaires: Catherine Brochu, tél.: (418) 694-2363, téléc.: (418) 688-4069

- Courrier des lectrices: Gazette des femmes, 8, rue Cook, 3^e étage, Québec (Québec) G1R 5J7
- Téléphone: (418) 643-4326
- Télécopieur: (418) 643-8926
- Courriel: gazette@csf.gouv.qc.ca
- Site Internet: www.gazette-des-femmes.com
- Abonnements, changements d'adresse et retours postaux: Gazette des femmes, Service aux abonnements, C.P. 11001, succursale Anjou, Anjou (Québec) H1K 4H2
- Téléphone: 1 866 807 5514
- Télécopieur: (514) 721-9252
- www.gazette-des-femmes.com
- Courriel: gazette-des-femmes@gazette.qc.ca
- Distribution: Messageries de Presse Benjamin, 400, rue Jean-Mont, Ville LaSalle (Québec) H8R 1K7
- Téléphone: (514) 364-1780

- Dépôt légal: 3^e trimestre 2005
- ISSN: 0714-4930
- © Gouvernement du Québec
- Les articles publiés dans la Gazette des femmes sont indexés dans Répertoire et dans l'index de la santé et des services sociaux
- La Gazette des femmes se désolait de l'absence de responsabilité par rapport au contenu des publications publiées dans ses pages
- Prix régulier: 24\$ (hors 10\$ 1 an)
- Poste-publications —
- N^o de convention: 40061512

Conseil du statut
de la femme

Québec

démontrer et ouvre sur un autre débat. En d'autres mots, la rhétorique de l'argumentation repose sur un syllogisme, ce qui discrédite malheureusement ses propos.

De la rigueur, s'il vous plaît ! D'abord, même si la D^{re} Di Lorenzo était une femme, le débat qu'elle a suscité n'avait rien à voir avec son sexe. De plus, même si je suis d'accord pour dire qu'il y a des efforts à faire pour favoriser l'acceptation des personnes atteintes du VIH dans la société, il ne faut pas pour autant cautionner n'importe quelle façon d'agir. Il y a une marge entre « se sentir accueillies, écoutées... normales » et poser des gestes pouvant s'avérer préjudiciables à la santé et à la vie d'autrui. Le débat concernant les chirurgiens porteurs d'une maladie transmissible par le sang en est un d'éthique. Il est tout à fait actuel. La santé publique en est l'enjeu.

Comme la liberté des uns finit là où commence celle des autres, il est tout à fait normal que des gens dont l'état peut menacer la santé ou la vie d'autrui s'abstiennent de certaines pratiques qui renforcent ce risque. Cela ne diminue en rien leur droit de se sentir accueillis et écoutés.

Féministe et plutôt de gauche, je suis une fidèle lectrice de la *Gazette des femmes* dont j'apprécie généralement le contenu. Cela dit, je déplore le fait qu'on utilise la cause des femmes pour faire passer n'importe quel message, parfois même erroné, à l'argumentation douteuse.

Marylin Bernard
Lévis

Une véritable amie

Je me suis empressée de jeter un coup d'œil à ma dernière *Gazette des femmes*. C'est avec un très grand plaisir que j'ai pris connaissance de l'excellent texte de Melanie Saint-Hilaire sur les 20 ans du bulletin *Une véritable amie*, qui traite de la ménopause.

Un encouragement qui fait chaud au cœur.

Louise MacDonald

JOUER DE PRUDENCE

Compte tenu des débats sur les chiffres, je serais prudente avant d'affirmer que le Niger affiche le taux de mortalité maternelle le plus élevé au monde (« L'environnement qui tue », janv.-fév. 2005).

La *Gazette des femmes* doit faire dans les nuances lorsqu'il s'agit de chiffres venant de pays en développement. Toujours complexe.

Maria De Koninck
Professeure au Département de médecine sociale et préventive, Université Laval

Réponse de notre journaliste

Une étude effectuée en l'an 2000 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que le Sierra Leone serait le pays le plus meurtrier au moment de l'accouchement, alors que le taux atteindrait 2000 pour 100 000 naissances vivantes il y a deux ans. Par ailleurs, une étude réalisée en 2002 (par l'organisation Population Reference Bureau) estime que ce sont les femmes du Rwanda qui meurent le plus à la suite d'un accouchement.

En matière de morbidité, le Niger n'est donc pas le pire endroit de la planète et ne détient pas le plus haut taux de mortalité à la suite d'un accouchement, comme le mentionnait notre article. Il est en revanche assuré que son cas demeure extrême, tout comme celui de 16 autres pays d'Afrique.

Denise Proulx

Oups...

Christiane Nkolo, étudiante à l'Université Laval, termine actuellement son doctorat, et non sa maîtrise comme nous l'écrivions (« Je ne suis pas celle que vous croyez », mars-avril 2005). Nos excuses.

Bravo !

Notre réviseuse Sophie Marcotte s'est mesurée à 21 seniors professionnels de la francophonie qui ont participé à la Dictée des Amériques en avril dernier. Un parcours presque sans fautes (5,5) qui lui a valu le 7^e rang. Toutes nos félicitations !

Gazette

DES FEMMES

La *Gazette des femmes* vous propose le service à la clientèle
INFO-ABONNEMENT

POUR VOUS ABONNER
OU OFFRIER UN
ABONNEMENT-CADEAU
www.gazettedesfemmes.com

VOUS DÉMÉNAGEZ ?

Assurez-vous que la *Gazette des femmes* vous suive partout !

- :: pensez à nous aviser de votre nouvelle adresse (prière de préciser votre ancienne adresse);
- :: pour signaler un problème de livraison ou un numéro manquant;
- :: pour renouveler votre abonnement;
- :: pour commander vos abonnements-cadeaux.

SIMPLE ET RAPIDE !

Par Internet :
gazettedesfemmes@postelinc.com
OU

Écrivez-nous :
Gazette des femmes
Service aux abonnements
C.P. 11001, succursale Anjou
Anjou (Québec) H1K 4H2

Par téléphone :
1 866 807-5514

Par télécopieur :
(514) 721-9252



S'inspirer les unes des autres

Affiche de
lauréate
Fanie St-Michel



À l'hôtel de ville de Charlottetown est fixé un immense ruban pourpre, symbole de l'engagement de cette municipalité qui donne une formation sur la sécurité des femmes à tout son personnel. À Cape Town, en Afrique du Sud, des conseillers contactent les victimes de crimes violents à même les lignes téléphoniques de la police pour leur donner du soutien. Dans la ville russe de Petrozavodsk, 2000 locataires de logements sociaux ont mis sur pied des comités de quartier, souvent dirigés par des femmes; le nombre de crimes a chuté.

Quelque 96 réalisations du genre, provenant de 28 pays et des cinq continents, ont été soumises aux Prix Sécurité des femmes 2004. Une initiative du réseau Femmes et villes international, dont le siège social est à Montréal. Le jury a récompensé 22 projets unissant divers organismes – groupes de femmes, corps de police, gouvernements municipaux, etc. – pour assurer la sécurité autant des jeunes filles que des prostituées, des citadines que des femmes de communautés isolées.

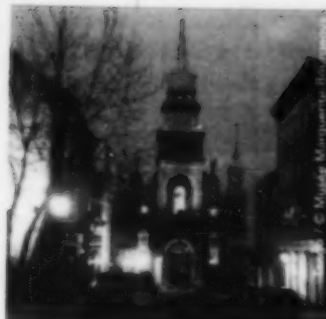
La lauréate montréalaise, Fanie St-Michel, est partie de sa propre expérience. Aimant capter l'atmosphère particulière de la ville la nuit mais ne se sentant pas en sécurité, la jeune photographe se faisait toujours accompagner. « Je me demandais si j'étais la seule à avoir peur. J'ai alors commencé des recherches, j'ai fait des marches exploratoires avec des femmes, et c'est dans ce contexte, avec la collaboration du Comité femmes et sécurité de la Petite Patrie, qu'a germé le projet *Conscience urbaine* », explique l'artiste. Son œuvre montrait une usine qui longe la piste cyclable du Réseau vert, opposant à cette image inquiétante les critères d'aménagement sécuritaire selon les femmes. Elle interpellait les passants sur des bannières et des affiches géantes déployées dans les zones achalandées ainsi que sur 3000 cartes postales distribuées dans des commerces. Une retombée : la Ville a depuis apposé sur les bâtiments bordant la piste cyclable des numéros bien visibles, permettant un repérage plus facile en cas d'appel au secours, et renforcé la patrouille policière.

Femmes et villes international a eu la bonne idée de regrouper dans une publication la description de tous les projets, incluant les commentaires du jury et les coordonnées de l'organisme responsable. Disponible en français, en anglais et en espagnol, *Le recueil des bonnes pratiques* fournit tout le matériel nécessaire à de fructueux échanges.

Le réseau travaille maintenant à développer des partenariats durables entre les groupes féminins et les gouvernements locaux pour que les femmes puissent vivre en paix dans leur milieu. « Depuis le Sommet des villes à Istanbul, en 1996, le partage des connaissances en matière de sécurité des femmes a donné lieu à un foisonnement d'initiatives », se réjouit la présidente, Caroline Andrew. Elle compte sur le prochain Forum urbain mondial, à Vancouver en 2006, pour renforcer la coopération sur cette « dimension fondamentale de l'égalité entre les sexes ». E.G.

Pour information : (514) 861-6123,
www.femmesetvilles.org

C'est l'âge de la loi 18. Cette loi, qui permet aux Québécoises de voter et de se faire élire dans leur province, a été adoptée le 25 avril 1940. Deux décennies plus tard que dans le reste du Canada... « Advenant l'adoption de ce *bill*, la femme ressemblerait à un astre sorti de son orbite », s'objecte un conseiller législatif. Mais les suffragettes, dont Marie Lacoste Gérin-Lajoie et Idola Saint-Jean, refusent de tourner en rond. En 1927, la Ligue des droits de la femme, Thérèse Casgrain en tête, convainc un député de déposer le projet de loi à l'Assemblée législative. L'entreprise réussira... au 14^e essai! Il faut toutefois attendre 1961 pour qu'une pionnière, Marie-Claire Kirkland, soit élue. L'Assemblée nationale compte 18 députées en 1985, 23 en 1989, 29 en 1998, 38 en 2003 et 40 en 2005. Au total, 84 femmes ont siégé au Parlement. « Si on y met le temps, on arrive à cuire un éléphant dans un petit pot », disait Casgrain... M.S.H.



L'ultime voyage de Marguerite Bourgeoys

Chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours

Notre signet

Ultime voyage pour l'une des femmes les plus remarquables de l'histoire du Québec. Le 24 avril dernier, Marguerite Bourgeoys a sillonné une dernière fois les rues de Montréal, alors que son tombeau a été transféré de la maison mère de la congrégation Notre-Dame à la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours, rue Saint-Paul, qu'elle avait fondée en 1678. Un digne lieu de repos pour cette missionnaire inspirée, féministe avant l'heure.

Lorsque la religieuse quitte sa France natale en 1653, c'est d'abord pour instruire les enfants de la Nouvelle-France. « Mais dès son arrivée, la jeune Marguerite remarque que trop d'enfants meurent en bas âge, raconte sœur Danielle Dubois, directrice du musée Marguerite-Bourgeoys, à Montréal. Elle décide alors d'enseigner aux mères comment prendre soin de leurs nouveau-nés. » Consciente de l'importance des femmes pour la colonie, elle leur apprend également à lire et à écrire. Aussi, elle réside avec les Filles du roi venues en Nouvelle-France pour se marier, leur explique la vie en terre canadienne, devient leur confidente. « Audacieuse et déterminée, elle a aidé les femmes à prendre leur place au sein de la colonie, ajoute l'historienne France Parent. À ce titre, elle est une pionnière du mouvement féministe au Québec. »

Marguerite ouvre la première école de Montréal, pour filles et garçons, en 1658. Elle fait ériger la chapelle Notre-Dame-de-Bon-Secours et fonde la première communauté religieuse féminine non cloîtrée en Amérique, la congrégation Notre-Dame. Après sa mort, en 1700, elle reste un modèle pour de nombreuses femmes. Deux siècles plus tard, les sœurs de la Congrégation, inspirées par leur « mère », réussissent à ouvrir aux filles les portes de l'éducation supérieure. Aujourd'hui encore, plusieurs milliers de religieuses, dispersées dans le monde, poursuivent la mission éducatrice de sainte Marguerite Bourgeoys, canonisée en 1982. La grande dame peut dormir en paix. N.K.

<http://bibnum2.bnquebec.ca/bna/vierose/index.html>

« La Vie en rose est un projet dérisoire, un misérable 24 pages [...] qui rejoint à peu près un millième de la population du Québec. » À en croire son éditorial de mars 1980, le magazine féministe d'actualité annonce peu! Pourtant, bientôt, la revue de Francine Pelletier, Sylvie Dupont, Françoise Guénette et compagnie tire à 20 000 exemplaires. La Vie en rose informe les Québécoises sur le partage des tâches ménagères ou le syndicalisme, l'érotisme ou la révolution au Nicaragua. Et dans la joie, s.v.p.! Elle aime les unes percutantes, les débats chauds, les « Chroniques délinquantes » de l'écrivaine Hélène Pedneault. Hélas! la pénurie d'argent et de relève emporte le magazine en mai 1987; restent 50 numéros, que la Bibliothèque nationale du Québec vient de mettre en ligne. Bien conçu, l'index repère les articles par sujet, par auteure ou par personne interviewée (dont Simone de Beauvoir).

De quoi faire réfléchir, parfois rire... jaune, car de nombreux textes, 25 ans plus tard, restent d'une actualité déconcertante. M.S.H.



**172 000 personnes
pour m'aider dans
mon travail**



Centrale des syndicats du Québec
www.sante.csq.qc.net

En santé et services sociaux, la CSQ,
une vraie centrale au service des personnes

Entre guillemets

Grosse méprise

« Ce n'est pas de la santé que l'on vend, mais du rêve. C'est à la limite de la fausse représentation. »

D^r Yves Robert, directeur général adjoint du Collège des médecins, à propos du médicament amaigrissant Xenical. La publicité met en scène Julie, une femme qui se réalise parce qu'elle a minci.

Madame le sénateur

« Quand je me présente à des inconnus près de la colline du parlement, je me fais demander pour quel sénateur je travaille. »

Vivienne Poy, sénatrice à Ottawa.

Police secours

« L'arrivée des femmes dans la police a été un bénéfice extraordinaire. Elles ont fait réaliser aux hommes que c'était normal de ne pas se sentir bien après avoir décroché un pendu ou après un accident impliquant un enfant. »

Gérard Briand, vice-président de La Vigile, maison de thérapie pour policiers à Saint-Augustin-de-Desmaures.

Libérale

« Le Parti libéral a raté une belle occasion, et ce, sur le dos des femmes. »

Françoise Boivin, députée de Gatineau, après que le principe d'égalité des candidatures entre hommes et femmes a été rejeté au congrès du Parti, en mars.

Tradition irlandaise

« Je suppose que les Irlandais ne prennent pas de décisions impulsives ! »

Margaret Healy, première femme à devenir grand prévôt des fêtes de la Saint-Patrick à Montréal, en mars.

Un rétrograde, une rétrogradée ?

« Je ne supporte pas les "écrivaines", c'est physique. J'attrape une éruption cutanée dès que je lis ce terme immonde. »

Frédéric Beigbeder, auteur français à succès, contre la féminisation de la langue.



L'effet Cantat

Mars 2004, Bertrand Cantat, chanteur rock du groupe français Noir Désir, est condamné à huit ans de prison pour avoir battu à mort l'actrice Marie Trintignant.

Mars 2005, le ministère français de la Justice lance une campagne-choc montrant une belle femme qui, en se démaillant, dévoile un visage tuméfié. Une voix commente : « Aujourd'hui, 1 femme sur 10 est victime de violence conjugale. Réagissons avant qu'il ne soit trop tard. »

Depuis quelques mois, le gouvernement multiplie les initiatives pour secourir les conjointes maltraitées : guide, loi, systèmes pilotes. « Je pense qu'on a été sensibilisés par des cas comme celui de Marie Trintignant », confie Michel Belin, magistrat au tribunal de Nîmes, dans le Sud, qui a mis en place un centre de traitement de la violence conjugale.

En janvier, l'Assemblée nationale et le Sénat français ont adopté un amendement à la loi sur le divorce permettant l'éviction du domicile d'un époux violent (éviction définitive si l'épouse requiert le divorce dans les quatre mois). Cette disposition ne protège que les femmes mariées, mais c'est un grand pas. « Désormais, il reviendra à l'auteur des violences d'être confronté à la recherche d'un hébergement et non plus à la victime », s'est réjouie Nicole Ameline, ministre de la Parité, dans un discours. La politicienne réclame tout de même 1 800 places supplémentaires dans les centres pour femmes victimes de violence, encore trop rares en France, d'ici 2007.

Localement, des magistrats s'activent. À Nîmes, dès qu'un homme violent est mis en cause, le juge lui propose une thérapie de groupe de quatre mois. Pendant ce temps, la conjointe, elle, fréquente une association de femmes pour se reconstruire et développer des moyens de défense. Trois séances en couple permettent d'entrevoir l'avenir du ménage ; le magistrat applique une peine en conséquence. Dans le Nord, à Douai, le parquet a développé une initiative originale : les conjoints brutaux sont placés 15 jours dans des foyers de sans-abri ! Interdiction de boire de l'alcool, partage des tâches ménagères, etc. Les prévenus doivent méditer sur leur comportement avant d'être orientés vers un groupe de parole.

Quant au ministère de la Justice, il a lancé un guide pratique destiné aux magistrats afin d'harmoniser le traitement de la violence conjugale à travers le pays. Un député prépare aussi une loi plus globale qui prendra en compte l'éducation des enfants. Au programme : une « formation au respect de l'égalité de l'homme et de la femme ». S.R.



Le tour du monde de la Charte

À São Paulo, au Brésil, 40 000 femmes sont descendues dans la rue pour lancer la Charte mondiale des femmes pour l'humanité.

Olympe de Gouges doit jubiler dans sa tombe. En 1789, cette polémiste française avait revendiqué une Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, en réponse à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, conçue par et pour les hommes. Une audace que ne lui a pas pardonnée le pouvoir révolutionnaire: quatre ans plus tard, enceinte, elle était guillotinée. Aujourd'hui, son rêve est devenu réalité...

Le 10 décembre dernier, une Charte mondiale des femmes pour l'humanité a finalement vu le jour. Un projet de la Marche mondiale des femmes, réseau créé au Québec, qui unit 6 000 groupes féministes autour du globe. En 31 affirmations, ce texte fondateur propose de construire un monde où l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et l'exclusion n'existeront plus; où l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes

et de tous seront respectés. «C'est un outil visionnaire que nous sommes en train de créer, explique Nancy Burrows, agente de liaison internationale à la Marche. La Charte va venir appuyer des luttes locales – par exemple, la fronde actuelle des étudiants québécois, puisqu'elle prône un monde où l'éducation sera plus accessible.»

Il a fallu près de deux années pour mettre au point ce manifeste. «Il fallait créer un texte dans lequel chaque femme pouvait se reconnaître.» Certaines questions ont d'ailleurs donné lieu à de vifs débats, comme celle de l'orientation sexuelle. «Dans certains pays, il est impensable d'utiliser le mot "lesbienne" sous peine de lynchage ou d'emprisonnement, précise M^{me} Burrows. Il a donc fallu choisir une formulation qui tient compte de toutes les réalités politiques.»

Le 8 mars, à São Paulo, au Brésil, la Charte a entamé sa longue marche à travers le monde. Son passage dans une cinquantaine de pays donnera lieu à diverses actions – vigiles, marches, etc. – et à la confection d'une immense courtépote symbolique, chaque nation cousant un carré. Le texte devrait arriver à Québec le 7 mai par le fleuve Saint-Laurent, où il sera reçu par des Amérindiennes. Il passera de main en main du Vieux-Port jusqu'au parlement avant de s'envoler pour la Turquie et la Grèce. Son périple s'achèvera à Ouagadougou, au Burkina Faso, le 17 octobre, jour de la solidarité mondiale des femmes. Une vigile d'une heure suivra alors la course du soleil; entre 12h et 13h, dans chaque fuseau horaire, les femmes manifesteront leur adhésion au projet de société dépeint dans la Charte. Y.B.

www.marchemondiale.org

La Norvège va de l'avant

La Norvège serait-elle la championne du monde en matière d'égalité des sexes? Une chose est sûre: elle y travaille fort. À compter du 1^{er} septembre, 40% des sièges des conseils d'administration des entreprises devront être occupés par le beau sexe.

En 2003, les Norvégiennes ne composaient que 8,5% des C.A. des entreprises privées. Par ailleurs, 81% des diplômées de l'enseignement supérieur éprouvaient de la difficulté à accéder à des postes de responsabilité. Un embarras pour ce pays qui, en 1978, a voté une loi interdisant tout traitement discriminatoire et dont le Parlement (le Storting) est composé à 50% de femmes depuis 25 ans!

Oyvind Lind Petersen, porte-parole de la Confédération des entreprises norvégiennes, soutient cependant que de nombreux dirigeants d'entreprises ont protesté contre ce qu'ils considéraient comme une atteinte à leur autonomie de gestion. «Nous souhaitons que davantage de femmes participent à la vie des compagnies, celles-ci gagneraient même en compétitivité si elles représentaient mieux la population. Mais nous ne voulons pas qu'une loi nous impose d'agir en ce sens.» En 2003, son organisme a lancé Female Future, un programme destiné à dépister les employées douées et les préparer à des postes de direction. Résultat: les femmes occupent désormais 21% des sièges des C.A. des compagnies. Une belle avancée... encore insuffisante selon le gouvernement.

La loi entrera donc en vigueur si la présence féminine n'atteint pas 40% d'ici septembre. À quelques mois de la date fatidique, la plupart des entreprises se retrouvent dans une situation délicate. «Le gouvernement pourrait leur interdire d'opérer, s'inquiète Oyvind Lind Petersen. Ce serait d'autant plus catastrophique qu'elles n'agissent pas ainsi par choix, mais parce qu'elles font face à un manque de femmes dans leurs rangs.» Le Storting a cependant précisé que ces compagnies bénéficieront d'une période de transition supplémentaire de deux ans avant qu'il ne les force à appliquer le quota. Y.B.

Au nom de la mère

Une mini-révolution a secoué la France le 1^{er} janvier. Dans ce pays où le patronyme (nom du père) régnait en maître depuis plus de 10 siècles, les nouveaux-nés sont désormais autorisés à porter le nom de famille de leur mère. Jusque-là, tout enfant issu d'une union officielle acquerrait obligatoirement le nom du chef de famille. Seul le petit né hors mariage prenait le nom de sa mère... si son père ne le reconnaissait pas.

Grâce à cette nouvelle législation, M. Martin et M^{me} Bernard pourront désormais baptiser leurs enfants soit Martin, soit Bernard, soit Martin-Bernard ou Bernard-Martin. Reste à savoir si cette loi va changer la pratique des Français. Rien n'est moins sûr. Choisir entre le patronyme et le matronyme est souvent très difficile pour les

parents. Or, s'ils ne parviennent pas à s'entendre, le bébé prendra automatiquement le nom de son papa. Retour à la case départ !

L'intérêt de cette nouvelle loi réside donc en peu de chose. Une mère d'ascendance noble qui souhaite, en accord avec son conjoint, transmettre son nom à particule pourra le faire. Quant à l'homme condamné par la justice dont le patronyme a été publicisé, il pourra éviter à ses enfants d'éventuelles souffrances, tout comme celui dont le nom porte à rire.

Au Québec, les femmes peuvent transmettre leur nom de famille depuis 1981. Pourtant, la coutume de donner le patronyme aux bambins subsiste. Selon l'Institut de la statistique du Québec, 75 % des enfants nés en 2003



ont reçu le nom du père, 12 % un nom de famille composé, et seulement 5 % un matronyme (dans ce cas, le père est souvent inconnu ou non déclaré). Les autres bébés n'ont pas été inscrits à l'état civil. En définitive, il n'y a que 1 % des femmes mariées qui transmettent leur nom de famille à leur descendance. Notons qu'au Québec, elles doivent conserver leur nom de jeune fille; en France, la majorité choisissent d'adopter le nom de leur époux, qui deviendra aussi celui des enfants. Y.B.

Entrevue-éclair

Quand pacifiste et féministe ne font qu'une



À 80 ans, la féministe italienne Lidia Menapace demeure de tous les combats, particulièrement ceux pour la paix. Résistante non armée durant la guerre, cofondatrice du quotidien de gauche *Il Manifesto*, elle agit aujourd'hui comme porte-parole de l'organisme Donne contro la guerra (« Femmes contre les guerres »). Elle était récemment de passage au Québec.

Êtes-vous d'abord une féministe ou une pacifiste ?

Les deux ! Il est impossible de dissocier l'une de l'autre.

Diriez-vous que le mouvement des femmes est au cœur de celui pour la paix ?

Bien que le mouvement pour la paix soit mixte, les femmes y jouent un rôle important. Beaucoup d'entre elles sont des porte-parole ou dirigent des sections du mouvement. De plus, la réflexion pacifique vient d'abord des femmes. La guerre n'est pas naturelle. Elle est politique, culturelle, économique... Le concept s'est développé dans un univers masculin. Avec le service militaire obligatoire chez les hommes [en Italie comme dans d'autres pays], toute

réflexion critique sur le militarisme devient marginale. D'ailleurs, le langage militaire et politique est le même : on parle de stratégies et de tactiques ! Historiquement, les femmes ont toujours été plus ou moins exclues du monde militaire et politique. Elles sont étrangères à la guerre puisqu'elles la regardent de loin et en souffrent de loin. On voit mieux avec cette distance.

Mais comment pourraient-elles prévenir les guerres ?

L'histoire enseignée est celle des vainqueurs. Du même coup, on transmet comme message que c'est avec la guerre qu'on bâtit les grandes civilisations. La culture dominante veut qu'on soit compétitif. Il est possible d'enrayer ces préjugés en trans-

mettant des valeurs pacifiques aux enfants; et c'est encore souvent la mère qui adopte ce rôle.

Quelle est la condition de la femme aujourd'hui en Italie ?

Du point de vue juridique, il n'y a plus d'exclusion. Tout a été obtenu : la parité des salaires, l'accès aux professions et aux études. C'est au point de vue social que ça se complique. Certaines politiques du gouvernement éliminent des services publics. Tout devient plus cher : l'école, les transports, etc. Pour avoir facilement accès au travail, les femmes ont pourtant besoin de ces services. L.M.N.



Niger De l'or bleu dans la nuit noire

À la fontaine de Tallage, l'eau ne coule que 25 minutes par jour. Parfois, pas du tout. Chérifa et Kadi doivent attendre toute la nuit.

Sous le ciel étoilé, Naffissa, une Nigérienne de 17 ans, ramasse ses seaux en soupirant. Cette fois encore, il n'y aura pas d'eau à Tallage, un quartier en périphérie de Niamey, la capitale du Niger. Chaque nuit, vers 3h, la jeune fille se tire du sommeil pour aller à la fontaine, où elle attend patiemment que l'eau jaillisse. Parfois le robinet – l'un des quatre accessibles aux résidents – reste muet. « Ce soir, mieux vaut rentrer se coucher », constate-t-elle, quittant d'un pas lent par le chemin de sable. Effet de vague, d'autres femmes lui emboîtent le pas.

Il y a deux ans, l'eau coulait à flots à Tallage, zone résidentielle de 50 000 personnes. Maintenant, elle ne sort des tuyaux qu'environ 25 minutes, quelque part entre 3h et 4h du matin. Sous la pression du Fonds monétaire international, le Niger (comme plusieurs pays africains), incapable de rembourser sa dette, s'est vu forcé de privatiser certaines de ses sociétés d'État pour obtenir d'autres prêts. Parmi elles, la défunte Société nationale des eaux du Niger. Depuis, la commercialisation de l'eau a été confiée au consortium français Vivendi, tandis que la Société du patrimoine des eaux du Niger (cogérée en parts égales par l'État, la Banque mondiale et des actionnaires privés) s'occupe de la distribution.

Ce sont les femmes qui font les frais de la privatisation de l'eau.

L'organe parapublic a procuré l'eau courante à de nouveaux quartiers en les branchant sur le réseau existant, sans investir dans de nouveaux réservoirs. Ces raccordements à la va-vite entraînent un débit très bas pour les zones en périphérie. « On dessert les quartiers plus aisés et on nous laisse complètement de côté », dénonce Chérifa Fatou, mère de quatre enfants. Et l'eau coûte maintenant jusqu'à 15 fCFA (4 cents) le seau... À la signature du contrat, en 2002, Vivendi s'était engagée à s'octroyer une marge maximale de 190 fCFA (46 cents) sur le prix du mètre cube. En novembre 2004, elle l'a majorée de 8 fCFA (2 cents) sans justification. Des sources proches de l'administration ont confié à la *Gazette des femmes*, sous couvert de l'anonymat, qu'il y aurait bientôt une autre augmentation. Pourtant, la multinationale, qui s'était engagée à injecter 3 milliards de fCFA (7,3 millions \$) dans les installations de distribution de l'eau, n'a réalisé que 14 % des investissements prévus!

Avec un salaire moyen d'environ 1 \$ par jour, les Nigériens risquent de devoir limiter sérieusement leur consommation. « Quand le prix de l'eau augmente, on ajoute de l'eau dans la sauce », ironise Fatima Issoufou, accroupie près de sa marmite. Ce sont les femmes qui, en première ligne, font les frais de la privatisation. Responsables d'approvisionner la famille, elles sacrifient leur sommeil pour recueillir le précieux liquide,

essentiel à toute vie. Elles boivent le moins possible, cuisinent différemment, espacent les jours de lessive. Malgré toutes ces économies, souvent, elles ne parviennent pas à hydrater le bétail ni à arroser le potager. « Des fois, quand l'eau ne vient pas du tout, nous n'en avons même pas pour faire nos ablutions avant la prière, se plaint une vieille dame, bras tendus vers le ciel. Nous voulons regagner notre droit à la vie. Nous prions Dieu pour que l'eau revienne. »

Devant la fontaine, les gens attendent toujours. « Il n'y a rien eu depuis deux jours », m'assure une gamine étendue sur un banc de fortune. Alors que certaines font le guet, d'autres se résignent à aller chercher l'eau dans les quartiers huppés avoisinants, même si elle est plus chère. « Il faut que les femmes marchent 45 minutes au moins et elles ne rapportent que 20 litres », indique Souley Mazou, un jeune garçon de Tallage.

La nuit est revenue. Soudain, miracle! L'eau jaillit des robinets. À 3h45 du matin, les femmes rient, se bousculent, s'arrosent l'une l'autre. Soulagée, Naffissa remplit avec dextérité ses cinq seaux. Quand même, elle voudrait qu'il en soit autrement. « Au lieu de sacrifier nos nuits et notre argent, nous devrions avoir un réservoir d'eau. Si le nouveau propriétaire ne peut remplir son cahier des charges, qu'il soit renvoyé! »

Le directeur de la Société du patrimoine des eaux du Niger et la section locale de Vivendi ont refusé notre demande d'entrevue.



Diane Lavallée,
présidente
du Conseil
du statut
de la femme

Claudine Sauvé

Un souffle nouveau

Je ne vous apprendrai rien : le monde de la politique perd des plumes par les temps qui courent. Scandale des commandites et autres dérives contribuent au cynisme grandissant de la population. Moi qui milite depuis longtemps pour l'augmentation du nombre de femmes en politique et qui côtoie des politiciennes ayant à cœur le bien de notre collectivité, j'avoue que je trouve ça assez triste. L'intégrité de nos institutions démocratiques et la confiance en celles-ci sont le fondement même d'une société saine. Bien sûr, la Commission Gomery n'est pas encore terminée et, pour démêler le vrai du faux, il faudra attendre le rapport final du juge. Mais, une chose est sûre, le diable est aux vaches!

Moi qui voulais justement vous parler du 65^e anniversaire du droit de vote des femmes. De la pionnière qu'a été Marie-Claire Kirkland en devenant la première femme députée, en 1961, et ministre à l'Assemblée nationale l'année suivante. Depuis ce temps, des pas de géant ont été franchis. Au Québec, les femmes représentent aujourd'hui 32 % de la députation et 35 % se retrouvent au Conseil des ministres. Il y a de quoi être fières. Les suffragettes n'auront pas travaillé pour des miettes.

Et si les femmes étaient une des clés pour donner un souffle nouveau aux instances politiques? Attention: je ne dis pas que nous détenons le monopole de la vertu. Ni que les hommes risquent forcément d'être corrompus par le pouvoir. *Que nenni!* Les clichés ne font pas avancer le monde.

Cependant, les candidates qui se présentent viennent souvent d'horizons différents de ceux de leurs collègues, soit l'éducation, le monde communautaire, la santé, etc. Autant de connaissances, d'approches et d'intérêts variés qui reflètent davantage la diversité de notre société. D'ailleurs, la présence d'élues à l'Assemblée nationale a permis des percées du côté de l'équité salariale, des congés parentaux, des services de garde, etc. Bref, des avancées qui touchent d'abord les femmes, mais qui profitent aussi à l'ensemble de la population.

Au moment d'écrire ces lignes, j'ignore quand auront lieu les prochaines élections fédérales. On peut souhaiter cependant que les différents partis fassent un effort supplémentaire pour présenter plus de femmes que la dernière fois. Je vous rappelle le pourcentage de candidates présentées par chacun des partis aux élections de 2004. Libéraux: 24%; conservateurs: 12%; Bloc québécois: 24%; NPd: 31 %.

Pendant ce temps, tout près de chez vous se préparent les prochaines élections municipales. Les femmes occupent 11,6% des postes de maires et 24,5% des postes de conseillers, ce qui représente 22,7% des élus municipaux au Québec. Pas de quoi pavoiser! C'est pour cette raison que le Conseil a joint ses efforts à la Table des partenaires Femmes et politique municipale pour tenter de diversifier les candidatures à ce palier de gouvernance.

Le Conseil a justement préparé une édition spéciale de son bulletin *Info-Région* consacrée à la place des femmes en politique municipale, en février dernier. Vous pouvez y accéder sur notre site Internet (www.csf.gouv.qc.ca/fr/enregions/?ma=12). On y trouve notamment des analyses sur l'apport des femmes en politique, sur les difficultés

Et si les femmes étaient une des clés pour donner un souffle nouveau aux instances politiques?

particulières qu'elles éprouvent, des statistiques sur leur présence dans les différentes instances locales et régionales de même que des idées de pratiques gagnantes. De quoi faire un beau tour d'horizon de la question.

Pour un monde égalitaire et, qui sait, un brin moins cynique, faisons donc une plus grande place aux politiciennes. Et pourquoi ne pas commencer dans notre cour, avec des conseils municipaux qui soient un meilleur

reflet de la société qu'ils représentent? Les femmes sont prêtes, les électeurs et les électrices aussi, le temps est venu de parfaire notre démocratie.

Par ailleurs, puisque la *Gazette des femmes* fait relâche pendant la saison estivale, j'en profite pour vous souhaiter un très bel été. Faites le plein de soleil et d'énergie. Nous en aurons toutes et tous besoin pour relever les défis qui nous attendent. ☺

Devenir Canadienne À quel prix ?

par Nicole Beaulieu

Pour beaucoup d'étrangères, la seule façon d'entrer au Canada, c'est de devenir aide familiale, épouse promise ou danseuse exotique. Une voie toute tracée pour le trafic des femmes.

Un site parmi des centaines d'autres: Anastasiaweb.com. D'un clic, une mosaïque de beautés russes défile à l'écran. Des Natalia, Viktoria, Tatiana et autres Irina, brunes ou blondes, l'air engageant ou énigmatique, toutes en quête d'un avenir meilleur. Avec son millier de candidates, l'agence qui opère depuis Bangor, dans le Maine, a de quoi séduire le Nord-Américain en mal d'amour ou d'aventure. Entre autres services, Anastasia propose d'excitants tours guidés, avec promesse de rencontrer des centaines de candidates « extrêmement désireuses d'établir une relation avec des hommes occidentaux de tous âges ». Prochaine destination: l'Ukraine, en juin.

Dans Internet, les catalogues de filles à marier poussent à la vitesse du champignon magique. On croit halluciner. Ces temps-ci, les propositions affluent de l'ancien empire soviétique et du bloc de l'Est. Mais en Asie, en Amérique du Sud et en Afrique, des milliers de candidates poursuivent le même projet: conquérir un mari. Ou un pays. Car si elles se font épouses, c'est dans le but d'accéder à une contrée plus riche que la leur. Pour le même motif, d'autres deviendront plutôt aides familiales, danseuses, voire « travailleuses » du sexe.

Jamais le trafic des humains n'a été aussi imposant. « C'est le nouveau marché prospère et sans risques qui marque notre époque », estiment Louise Langevin



Mark Robitaille

La juriste Louise Langevin prône l'abolition du programme d'aides familiales: «On les exploite en leur imposant des conditions très restrictives pour accomplir un travail que personne ne veut faire ici.»

et Marie-Claire Belleau, professeures de droit à l'Université Laval, coauteurs d'une étude sur le trafic des femmes publiée en 2000. Certains avancent que ce commerce devient aussi lucratif pour le crime organisé que la vente de la drogue et des armes. Des chiffres? Selon l'ONU, les migrations forcées déplacent 4 000 000 d'humains par année sur la planète. À elle seule, l'exploitation sexuelle toucherait 700 000 femmes et enfants. Bien des données circulent. Mais, trop générales ou fragmentaires, elles sont difficiles à interpréter, d'autant

plus que les migrants empruntent fréquemment des chemins clandestins. Et que la définition du trafic (voir encadré p. 16) ne fait pas l'unanimité.

Les chercheurs s'entendent toutefois pour affirmer que les migrations forcées suivent une direction, du sud vers le nord et de l'est vers l'ouest, et procèdent d'une même cause: la misère. La libéralisation des échanges n'arrange rien. Bien au contraire. «La mondialisation néolibérale crée des conditions propices au développement accéléré de la marchandisation des corps, en particulier de celui des femmes», affirme Marie-Andrée Roy, professeure à l'Institut de recherches et d'études féministes de l'UQAM.

Qui prend pays prend mari

D'après la juriste Marie-Claire Belleau, qui a étudié la question des promesses par correspondance (terme qu'elle a inventé pour traduire *mail order brides*), la pratique devient de plus en plus courante en Amérique du Nord et en Europe. Combien d'étrangères entrent chaque année au Canada la bague au doigt? Personne n'en a la moindre idée. S'il faut en croire les agences américaines qui se vantent de former des couples par milliers, bon nombre doivent s'installer chez nous. «Toute la documentation démontre une augmentation fulgurante de ce phénomène dans la dernière décennie», déclare-t-elle, au terme d'une imposante recherche dans les écrits, la jurisprudence et Internet.

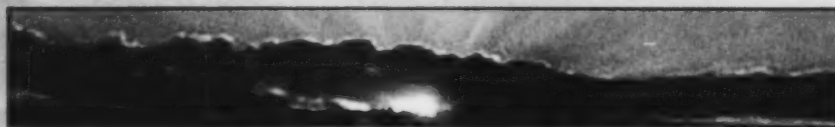
Elle trouve les couples ainsi formés fort mal assortis. Issue du tiers-monde, la promise entretient souvent une vision hollywoodienne du Blanc d'Amérique:

époux généreux, bon père de famille, cœur vaillant. De l'autre côté de l'écran, le consommateur a en moyenne 40 ans et il en a marre des féministes qui ne pensent qu'à leur carrière. Il est prêt à payer le gros prix, plus ou moins 15 000 \$, pour s'attacher une épouse docile qui comblera tous ses besoins: partenaire sexuelle, ménagère, cuisinière, parfois infirmière (il vieillit) ou mère pour les enfants qu'il a déjà eus (avec une féministe?). «Ces mariages sont voués à l'échec en partant, croit la chercheuse. Les hommes veulent des femmes soumises. Pensez-vous qu'elles le sont vraiment? Pour tout quitter et s'en aller vivre dans un pays qu'elles ne connaissent pas, il leur faut une audace extraordinaire.» Tout les sépare en partant: l'argent, l'information, la culture. Et l'âge! Des écarts de 20 ans, 30 ans, voire 50 ans, Marie-Claire Belleau en a tellement vu qu'elle en est encore estomaquée. «Ça, c'est la cerise sur le sundae! À toutes les autres inégalités, il faut ajouter celle-là en plus...»

«Il y a des *success stories*, admet Cynthia Palmaria, ex-présidente de PINAY, l'association des femmes philippines à Montréal (voir «Exemplaires Philippines», p. 19). Mais ces mariages-là sont en général très désavantageux pour les femmes. Elles subissent toutes sortes d'abus, beaucoup de violence, mais n'osent pas se plaindre parce qu'elles sont à la merci du mari qui les parraine. Elles ont trop peur d'être renvoyées dans leur pays pour parler.» Son association a pris part à l'enquête pancanadienne menée au tournant des années 2000 sur les *mail order brides*. À l'instigation du

Offrez-vous de vraies vacances!

Dans une nature enchantée, l'Ermitage Clair-Obscur a créé pour vous un lieu de solitude et de silence.
Goûtez l'aventure d'un rendez-vous avec vous-même dans cet oasis de beauté et d'harmonie.



Lac-Simon, Québec



819-428-9368

www.ermitageclair-obscur.org

Centre des femmes philippines de Colombie-Britannique, des interviewées parlant le tagalog ont parcouru des milliers de kilomètres pour aller à la rencontre de 40 femmes établies dans cinq provinces, dont le Québec. Elles ont été impressionnées par la force et le courage de ces immigrantes. Par leur isolement et leur vulnérabilité aussi. Bien qu'instruites (32 avaient un diplôme universitaire), elles se retrouvaient en général confinées à la maison, dans le rôle de bonne, privées de contact avec l'extérieur. L'une d'elles avait découvert un fraudeur de l'aide sociale chez le mari qui s'était dit propriétaire d'une imposante flotte de taxis. Une autre s'était retrouvée dans une roulotte au fond des bois, sans eau courante!

«Contrairement à ce qu'on pense, ces femmes ne vivent pas toutes dans les grandes villes. Il faut parfois aller aussi loin qu'à la Baie-James pour les trouver», précise Cynthia Palmaria. Une de ses amies vit à Boileau, une petite localité du Saguenay, une autre dans le Grand Nord. «Celle-là, je l'ai connue alors qu'elle était enceinte. Elle avait 22 ans et son mari en avait plus de 50, il était tout près de la retraite», lance-t-elle, un brin moqueuse. En arrivant au pays, les promises font face à un grand nombre de difficultés. Il y a le froid, la langue, la culture. Le manque d'argent aussi. «Une source importante de frictions vient du fait qu'elles veulent aider leur famille. L'homme ne comprend pas cette façon de faire, ce n'est pas dans sa culture, et ça cause beaucoup de problèmes.»

Dans les bras du proxénète

Dans les pires scénarios, la future épouse tombe entre les bras d'un fraudeur ou d'un proxénète. «On voit des consultants en immigration sans scrupules qui vont profiter de l'innocence de *mail order brides* pour les attirer dans des guets-apens, confirme le sergent Alain Petit, de

la sous-direction des questions d'immigration et de passeport à la GRC. Dans ces cas-là, les enquêtes s'avèrent toujours complexes parce qu'elles impliquent plusieurs personnes et que les préparatifs ont été faits en pays étranger.» Des condamnations? «Il y en a», assure-t-il, sans aller jusqu'à chiffrer.

Aujourd'hui étudiante à Oxford en Angleterre, Marie-Hélène Paré se souvient très bien de deux promises rencontrées à la Maison d'hébergement pour femmes immigrantes à Québec, où elle a travaillé de 1997 à 1999. L'une venait d'un pays d'Afrique, l'autre de République Dominicaine. Toutes deux étaient gardées captives – elles n'avaient pas la permission de fréquenter le COFI (Centre d'orientation et de formation des immigrants) – et subissaient des pressions pour se prostituer. «Ces femmes-là vivaient un cauchemar. Elles ressentait énormément de désillusion par rapport à leur projet de vie: à la place d'un mari protecteur, c'est un ogre qu'elles découvraient», raconte la travailleuse sociale qui poursuit des études de doctorat sur les crimes d'honneur.

Des hommes sont prêts à payer le gros prix pour s'attacher une épouse docile qui comblera tous leurs besoins: partenaire sexuelle, ménagère, cuisinière, parfois infirmière ou mère pour les enfants qu'il a déjà eus.

Marie-Hélène dit avoir gardé un vif souvenir de la jeune Dominicaine. Tout indiquait que le mari-proxénète, qui n'en était pas à son premier mariage, se servait de parrainages en série pour alimenter un réseau de prostitution. Mais la victime, comme tant d'autres, n'avait déposé aucune plainte au service de police. «Les gens se demandent pourquoi elles ne se plaignent pas. On oublie que pour des milliers de femmes sur la planète, le recours juridique et social ne va pas de soi. Surtout quand elles viennent d'un pays où la police inspire la méfiance. Et puis, elles craignent d'être expulsées. Rentrer dans son pays bredouille, c'est s'exposer à être rejetée, surtout dans les contrées où l'honneur repose sur la virginité.»



Comme Evelyn Au, des milliers de femmes sont prêtes à sacrifier beaucoup pour atteindre le bien-être dans un pays riche pour elles et leurs proches.

Esclaves modernes

Des esclaves, il s'en trouve derrière les portes ouvragées des beaux quartiers. Combien de travailleuses domestiques se trouvent prises au piège du travail illégal? Selon l'Association des aides familiales du Québec (AAFQ), elles seraient de plus en plus nombreuses. D'une part, des employeurs cherchent à contourner les lois qui garantissent maintenant de meilleures conditions de travail aux employées de maison. D'autre part, les critères d'admission au pays se resserrant, les immigrantes seraient plus enclines à utiliser des voies détournées pour franchir les frontières. «Quand les femmes ne peuvent pas travailler pour faire vivre leur famille, elles cherchent ailleurs. S'il le faut, elles prennent des moyens illégaux pour atteindre leur but», constate la juriste Louise Langevin, qui prévoit une hausse de l'immigration clandestine. L'illégalité fait le bonheur des abuseurs: elle prive les travailleuses de recours contre eux.

Simple domestique, Fatima Marhfoul n'aurait jamais cru faire les manchettes des journaux. Et pourtant... Arrivée à Montréal avec un visa diplomatique, Fatima s'est retrouvée hors-la-loi après le départ de son employeur, l'ambassadeur du Maroc, qui l'a déposée chez des amis. Pendant 10 ans, de 1992 à 2002, elle a vécu séquestrée dans une riche famille, sans salaire ni congés, tous ses papiers d'identité confisqués. Elle a réussi à s'enfuir mais, son visa étant expiré, elle n'a pu rester au pays comme elle le souhaitait. Le Canada lui ayant refusé le statut de réfugiée, elle s'est vue refoulée au Maroc. Un cas unique? Pas du tout. L'automne dernier, une Éthiopienne de 29 ans s'évadait en pleine nuit d'un bungalow du West Island où elle était tenue captive dans des conditions similaires.

Charlotte (prénom fictif) l'a échappé belle. Elle arrive d'Haïti en janvier 2002, munie d'un visa diplomatique. Recrutée par un Québécois marié à la fille d'un ambassadeur, elle réussira *in extremis* à recouvrer sa liberté: son visa allait expirer dans quelques jours. Son histoire, elle la raconte dans une langue imagée, musicale... «J'ai pas un jour de congé... Toujours au service de Madame, même le dimanche... Quand le bébé fait *miau* dans la nuit, ils me l'apportent...» Charlotte travaille du matin au soir, se sent surveillée, n'a pas le droit de répondre au téléphone ni à la porte. Fuir? Son passeport est entre les mains de Madame. Elle croit tenir sa chance quand la famille décide d'aller en vacances en Haïti. Par malheur, la résidence de l'ambassadeur est protégée par un système de sécurité; elle ne peut même pas en sortir pour aller voir sa mère et son fils. Au retour, tout va de mal en pis. Son maigre salaire (100\$ par quinzaine) est retenu en remboursement du billet d'avion. Un jour, elle obtient la permission d'aller prier à l'église. Sa planche de salut. Découvrant sa fugue, ses maîtres furieux l'accuseront – cas classique – d'avoir emporté tout leur argent.



Roger Côté/Dawson College

Charlotte a fini par s'en sortir avec l'aide de l'AAFQ. Elle a obtenu sa résidence permanente, étudie, fait des petits boulots ici et là. Mais quelque chose s'est brisé en elle. À 48 ans, elle n'ose plus songer à un éventuel retour dans sa patrie. Elle craint trop les représailles de la famille de Madame. Punir ceux qui l'ont exploitée? Elle hésite. «J'ai sauvé ma tête, laissons Dieu s'occuper du reste.»

Un programme contesté

Selon Louise Dionne, directrice de l'AAFQ, les immigrantes constituent 80% des quelque 20 000 travailleuses domestiques au Québec. Même lorsqu'elles besognent au grand jour, il n'est pas facile pour elles de faire respecter leurs droits. «Les employeurs ont des ressources, ils sont très éduqués (et souvent avocats) et ils ont de l'argent. Le rapport de force n'est pas du tout égal. Ils vont dire: "J'y rends service à cette pauvre immigrante-là, je la loge, je la nourris."» Des cas d'abus, il s'en produit souvent: de l'exploitation économique à l'agression sexuelle. N'a-t-elle pas déjà vu un employeur trainer sa domestique dans une clinique d'avortement parce que l'enfant à naître – dont il n'était pas le père – gênait ses plans?

«C'est hallucinant, dégueulasse, tout ce qu'on peut te demander pour le salaire minimum.» - Carmen Nuñez, ex-aide familiale

Avec le vieillissement de la population, la tâche des aides familiales n'est pas près de s'alléger. «On reçoit beaucoup d'appels de gens qui cherchent quelqu'un

«Les épouses promises subissent toutes sortes d'abus, beaucoup de violence, mais n'osent pas se plaindre parce qu'elles sont à la merci du mari qui les parraine.»

«Cynthia Palmario, ex-présidente de l'association des femmes philippines à Montréal»

pour aller vivre avec un parent malade ou âgé, explique Louise Dionne. La travailleuse risque de se trouver très captive. Payée pour 40 heures semaine, elle est prise jour et nuit, à peine si elle réussit à aller faire une petite marche autour de la maison. Si l'État ne se décide pas à agir rapidement, on va se retrouver mal pris avant longtemps.»

«C'est hallucinant, dégueulasse, tout ce qu'on peut te demander pour le salaire minimum», fulmine Carmen Nuñez. Venue de Mexico, elle atterrit à Chicoutimi pour un séjour linguistique. C'est le coup de foudre. Comment rester? Étudier, elle aimerait bien, mais c'est au-dessus de ses moyens. À la suggestion d'un agent de l'immigration, elle s'inscrit au Programme des aides familiales résidentes (PAFR). Comme elle connaît des gens prêts à l'accueillir, elle s' imagine que tout

Définir le trafic

Pour certains, le trafic des femmes équivaut strictement à la migration forcée pour la prostitution. Pour d'autres, de plus en plus nombreux, il englobe d'autres formes d'exploitation telles que le recrutement d'épouses dans le tiers-monde ou l'importation d'une main-d'œuvre vulnérable dont les droits seront violés. Le trafic n'est pas synonyme de passage clandestin. Un grand nombre de victimes arrivent par des voies tout à fait légales, comme touristes ou danseuses, mais se retrouvent en situation précaire à l'expiration de leur permis de séjour. ::

ira à merveille. Sitôt le contrat signé, tout se déglingue: elle n'obtient pas le salaire convenu, manque de temps libre. Elle se met donc en quête d'un autre employeur. Le choc! Elle n'en croit pas ses oreilles lorsqu'un homme lui demande de veiller jour et nuit sur sa vieille mère sans compensation aucune pour les heures supplémentaires. «Il finit par me dire qu'il cherche une amie plutôt qu'une employée.» Elle refuse une bonne dizaine d'offres avant de trouver une famille à son goût à Westmount.

Le Canada a accueilli l'an dernier près de 6 000 domestiques (dont 700 au Québec) en vertu du controversé Programme des aides familiaux résidents. Munies d'un permis de travail fait au nom de leur employeur, les domestiques s'engagent à résider chez lui pendant au moins 24 mois pour vaquer aux tâches ménagères et prendre soin des personnes, enfants ou adultes, qui leur sont confiées. Au terme de ce parcours obligé, elles pourront obtenir la résidence permanente. Si les conditions de travail des aides familiales se sont améliorées ces dernières années (elles ont maintenant droit à la protection de la Commission des normes du travail, ce qui leur garantit le salaire minimum et l'accès à l'assurance-chômage), la formule du PAFR reste très critiquée. La juriste Louise Langevin, qui a signé en 2000 une importante étude sur le sujet, prône l'abolition du programme. «Bien sûr, on permet à des femmes du tiers-monde d'accéder au pays de cette façon. Mais on les exploite en leur imposant des conditions très restrictives pour accomplir un travail que personne ne veut faire ici. Cela porte atteinte à leurs droits fondamentaux», déplore-t-elle.

Les accusations les plus virulentes contre le Canada ont fustigé l'hiver dernier. Les journaux ont alors rappelé à la population que les danseuses nues, comme la Roumaine Alina Balaican, profitaient d'un régime de faveur pour accéder au pays. Entre 2001 et 2004, en effet, plus de 1 500 visas ont été accordés à des «danseuses exotiques», doux euphémisme pour désigner ces jeunes filles qui

viennent ici accomplir un travail que de moins en moins de Canadiennes veulent faire, surtout depuis que les danses contacts sont permises. Scandalisés, les éditorialistes ont vu dans ce programme une preuve que le Canada participe au trafic sexuel des femmes.

Le trafic sexuel

Quelle peut être l'ampleur du trafic sexuel chez nous? «Pour l'instant, les données disponibles ne permettent pas de quantifier le phénomène», répond le sergent de la GRC Alain Petit. Des données sur les plaintes contre les trafiquants? «Des enquêtes sont en cours, dont on ne peut parler», mentionne-t-il.

Si les chiffres manquent, la façon de procéder des prédateurs semble bien connue. Ils opèrent dans des pays où les femmes cherchent à fuir la guerre, l'oppression ou la pauvreté. Une petite annonce des plus banales paraît dans les journaux: on recherche quelqu'un pour garder des enfants ou travailler dans l'hôtellerie. Voilà le piège tendu. Même des prostituées de métier se laissent duper. «Elles ne savent pas qu'une fois arrivées à destination, elles pourront se voir obligées de travailler dans des conditions d'esclavage: gardées sous

verrous, escortées dans tous leurs déplacements, forcées de travailler pour rembourser leurs dettes, leurs papiers d'identité confisqués. Si elles essaient de s'en sortir, elles reçoivent des menaces pour leur sécurité ou celle de leur famille», explique le sergent.

Une étude menée à Toronto auprès de 20 travailleuses du sexe venues d'Europe de l'Est nous a fait voir que la duperie fait partie intégrante du recrutement. «Ces filles viennent ici, apportent des costumes et croient qu'elles vont être artistes. Elles s'imaginent sous les projecteurs, vedettes de spectacles d'envergure de style Las Vegas. Et ces types prennent les costumes et détruisent leurs illusions en leur disant qu'elles vont danser nues sur la scène», dit un policier cité. L'étude montre aussi que ces femmes vivaient dans la peur et trimaient dur dans des conditions épouvantables. Certaines ne touchaient même pas d'argent pour leur travail.

Des chercheuses de l'UQAM ont entrepris, dans le cadre de l'Alliance de recherche IREF/Relais-femmes (ARIR), de documenter le trafic sexuel au Québec. Après avoir épluché tous les écrits sur la question, elles s'apprentent à aller sur le terrain, dans les bars et les

Les petites annonces d'Internet

Les petites annonces d'étrangères à marier ne datent pas d'hier. Les Asiatiques et les Irlandais établis au Canada au début du 20^e siècle avaient déjà leurs *Pictures Brides Books* et, plus tard, des magazines pour hommes, comme

Car Driver ou *Penthouse*, se sont mis à publier leurs fameux catalogues. Rien de comparable cependant au marché des années 2000. Internet a

provoqué une telle explosion de l'offre (un seul site mère, tel que *Goodwife.com*, peut abriter plus de 300 agences ou organisations connexes) que toute tentative de comptabilité paraît dérisoire. Ce lucratif marché échappe à toute réglementation,

et on y trouve de tout. Il suffit de trois clics pour tomber sur un site où l'on magasine les fiancées comme des objets en glissant leurs photos dans un panier d'épicerie! Ailleurs, sur un forum de discussion, les cybernautes ont droit aux savants calculs d'un client qui évalue le coût de revient d'une *mail order bride* comparé à celui d'une épouse américaine et d'une... prostituée. «*MOB wins!*» conclut-il. Les agences ont beau préciser qu'elles ne donnent pas dans le tourisme sexuel, reste que certaines pratiques laissent sceptique. «Vous rencontrerez cinq femmes par jour», promettent les organisateurs des tours guidés chez *Cherry Blossoms*, qui fait la promotion du charme asiatique. ■



salons de massage. « On est sur des pistes intéressantes, mais il est très difficile d'accéder aux femmes trafiquées. Et quand on y arrive, elles ne parlent pas », confie Lyne Kurtzman, coordonnatrice de l'ARIR. Elle n'a pas de mal à s'expliquer le silence de ces femmes, silence d'ailleurs encouragé par les avocats qui les défendent. « Elles sont terrorisées, dit la chercheuse. Elles ont peur d'être identifiées par les trafiquants, peur aussi d'être déportées. Elles ne veulent pas partir, elles sont venues ici avec l'espoir d'accéder à un monde meilleur pour elles et pour leurs enfants. »

La grande mobilité de la main-d'œuvre complique la tâche des enquêteuses. Dans les réseaux organisés, les travailleuses ne restent pas en place longtemps : les proxénètes les promènent d'un bout à l'autre du pays, brouillent les pistes pour éviter qu'elles ne soient repérées, tout en veillant à satisfaire le besoin de nouveauté des clients. « Elles vivent proches du crime organisé. Parler? C'est au risque de leur vie qu'elles le feraient », ajoute une intervenante d'un Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) de la région de Québec, qui a eu vent d'une histoire de commerce de cartes d'assurance maladie que des escrocs auraient extorquées à des danseuses québécoises pour les vendre à des Hongroises à Toronto. Alors que le crime organisé asiatique règne à Vancouver, la mafia russe sévit à Toronto. Très active dans la Ville reine, elle a aussi ses entrées au Québec : en trois semaines, elle parvient à importer des jeunes filles de Russie pour les installer dans les salons de massage de Montréal, relatait le Conseil du statut de la femme dans une étude sur la prostitution publiée en 2002. « Dire qu'au moment où nous commençons nos travaux, personne ne croyait à l'existence du trafic chez nous! » s'exclame Ginette Plamondon, responsable de la recherche.

« Quand on constate que la façon d'entrer dans un pays pour bien des femmes, c'est comme aide familiale, promise ou danseuse, ça fait mal ! »
- Marie-Claire Belleau, juriste

Au regroupement des CALACS, la porte-parole Michèle Roy ne s'étonne guère du mutisme des victimes. Elle cite le cas d'une Vietnamiennne qui, après avoir subi toutes sortes de sévices chez elle et en Europe, était arrivée à Montréal avec de faux papiers. Même s'il était clair que cette femme qui avait travaillé

dans des bordels atroces avait été trafiquée, elle a été renvoyée chez elle après avoir témoigné contre le trafiquant. « On monnaie le témoignage des femmes en leur faisant miroiter la possibilité de rester au pays. Une fois qu'elles ont parlé, c'est bye-bye. On a souvent l'impression de vivre le même scénario qu'il y a 15 ou 20 ans, lorsqu'on accompagnait les victimes d'agressions sexuelles. On entend les mêmes grossièretés de la part de certains commissaires à l'immigration, et ces femmes-là, qui se trouvent en état de survie, seules, dans une mécanique qu'elles ne comprennent pas du tout, sont encore une fois doublement victimes. Si

on veut les inciter à parler, il faut les protéger. Là, tout ce qu'elles ont comme information, c'est : "Tu te fais prendre, tu retournes chez vous." Est-ce que je peux vous dire que ça ne les incite pas du tout, mais pas du tout, à dénoncer ? »

Lutter sur tous les fronts

Réalité encore mal connue, le trafic des femmes mobilise un nombre croissant de groupes que le débat sur la décriminalisation de la prostitution rend nerveux. La lutte s'organise sur plusieurs fronts. Jusqu'aux religieuses qui s'y engagent ! Au boulot depuis plusieurs mois, les sœurs des Saints Noms de Jésus et de Marie ont même collaboré à la création d'une pièce de théâtre, *Perdue dans le trafic*, que le Théâtre Parminou promène au Québec et en Ontario. En mars dernier, les religieuses qui œuvrent dans plusieurs pays, dont le Brésil, le Lesotho et le Pérou, profitaient du lancement de la Charte mondiale des femmes pour

l'humanité pour réclamer du Canada un plan d'action ferme contre le trafic des femmes. « Nous cherchons aussi des moyens concrets pour venir en aide aux victimes, me dit sœur Lise Gagnon. À l'heure actuelle, il n'y a rien pour elles. Les femmes trafiquées n'ont nulle part où aller. »

« Notre grande préoccupation à nous aussi, c'est de secourir les femmes, affirme le sergent Alain Petit. Mais c'est très complexe. Lorsqu'elles sont identifiées, elles ne vont pas admettre facilement qu'elles sont victimes de trafic. Ça peut prendre des mois à des spécialistes pour obtenir un tel aveu. Comment les protéger? Comment les soigner? Que faire avec elles? » Stopper les trafiquants n'est pas simple, non plus : ils ont beaucoup de pouvoir et de ressources, admet-il.

Le ministre canadien de la Justice, Irwin Cotler, prend la chose au sérieux. Lors d'un récent colloque visant à sensibiliser les intervenants du monde judiciaire – policiers, procureurs de la couronne, fonctionnaires –, il a promis que le Canada deviendrait un chef de file mondial dans la lutte contre le trafic des personnes. Des pas sont faits dans la bonne direction. Depuis 2002, la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés fait du trafic une infraction passible de peines très sévères, allant jusqu'à l'emprisonnement à vie (la première accusation a été portée à la mi-avril contre un Vancouvérois, Michael Ng, propriétaire d'un salon de massage) et d'ici peu le Code criminel pourrait être amendé dans le même sens. Par ailleurs, le Groupe de travail interministériel sur la traite des personnes (GTTP), constitué notamment de représentants du ministère de la Justice, de la Gendarmerie royale du Canada, de Condition féminine Canada et de Citoyenneté et Immigration Canada, élabore présentement une stratégie globale pour enrayer un phénomène de plus en plus gênant dans un pays qui a été parmi les premiers du G8 à ratifier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et à signer le Protocole de Palerme contre le trafic des

migrants.

Des solutions en vue ? Les chercheuses et militantes en ont quelques-unes à proposer : il faut parler de l'existence du trafic sous toutes ses formes; trouver le moyen de poursuivre les trafiquants; assurer la pleine protection aux vic-

times; modifier la loi concernant la prostitution – qui doit être revue sous peu – de manière à punir les clients et les proxénètes sans criminaliser les femmes. Une mise en garde : la chasse aux escrocs ne doit pas servir d'excuse pour fermer la porte aux plus démunies. La solution passe plutôt par un assouplissement des

règles d'immigration afin de permettre aux femmes des pays défavorisés d'accéder au Canada pour y travailler en toute dignité. « Quand on constate que la façon d'entrer dans un pays pour bien des femmes, c'est comme aide familiale, promise ou danseuse, ça fait mal ! » conclut Marie-Claire Belleau. ▢

Exemplaires Philippines

En arrivant à Pointe-Claire, en 1993, Evelyn Alcido s'est fait une promesse : venir en aide à sa nombreuse famille aux Philippines. « C'est la mission que je me suis donnée », confie l'aide familiale. Après la mort de sa mère, elle est allée chercher son père, ce qui ne l'empêche pas de continuer à envoyer chaque mois de l'argent à une nièce dans le besoin. Heureuse ? La question fait pouffer la petite brunette au regard vif. À 44 ans, elle commence à peine à penser à son propre bonheur.

Comme Evelyn, des milliers de femmes sont prêtes à sacrifier beaucoup pour atteindre le bien-être dans un pays riche, pour elles et leurs proches. Et tant pis s'il faut pour cela emprunter les filières hasardeuses de la domesticité, du mariage, voire de la prostitution. Les Philippines sont loin d'être les seules à migrer dans ces conditions – les ressortissantes de nombreux pays arrivent ainsi au Canada –, mais leur cas est révélateur. Plus de 90 000 femmes de ce pays sont entrées au Canada par la porte du service domestique depuis les années 1980. Par choix ? Pas vraiment. En effet, ce pays pauvre compte sur les travailleurs émigrés (8 millions dans 168 pays) pour renflouer une économie fort mal en point. Comme d'autres contrées nanties, le Canada profite largement de la manne.

Pour décrire la migration obligée de leurs compatriotes, les Philippino-Canadiennes n'hésitent pas à parler de trafic. « Les femmes ne sont pas enlevées par le crime organisé, mais elles sont forcées de partir, elles doivent s'expatrier pour survivre », dit Cynthia Palmaria, ex-présidente de PINAY, l'association des femmes philippines à Montréal.

Elles paient très cher leur droit d'entrée au Canada. En termes d'argent, d'abord : pour venir au pays, certaines s'endettent auprès d'agences de placement (elles exigeront 2000 \$ et plus) ou de membres de la famille qui espèrent peut-être se voir parrainés en retour. En termes humains, le coût peut être plus important encore : la majorité de ces travailleuses laissent derrière elles des enfants qu'elles auront confiés à leur entourage.

« Beaucoup de femmes doivent vivre longtemps séparées de leur mari et de leurs enfants, parfois cinq ou six ans, et lorsqu'elles parviennent à les faire venir au pays, c'est très difficile. Souvent, le couple éclate. Les enfants, eux, ont du mal à s'adapter. Ils se rebellent, ne finissent pas leur secondaire, vont au mieux travailler dans les usines. C'est comme ça que le cycle du *cheap labor* recommence », se désole Evelyn Calugay, nouvelle présidente de PINAY.

Des décennies de services domestiques à l'étranger ont contribué à propager une image désobligeante de la Philippine, que l'on dépeint volontiers comme soumise et docile. En mars 2003, une agence de placement, Diva International, est allée jusqu'à publier dans le quotidien montréalais *The Gazette* et sur le site Auctionmart.Canada.com une petite annonce qui a soulevé un tollé : on offrait trois domestiques aux enchères, chiffrant leur valeur à 800 \$. Trois Philippines inscrites au Programme des aides familiaux résidents du Canada...

Contre les clichés sexistes et racistes, les Philippines se serrent les coudes au sein de GABRIELA. L'alliance chapeaute dans leur pays d'origine un grand nombre



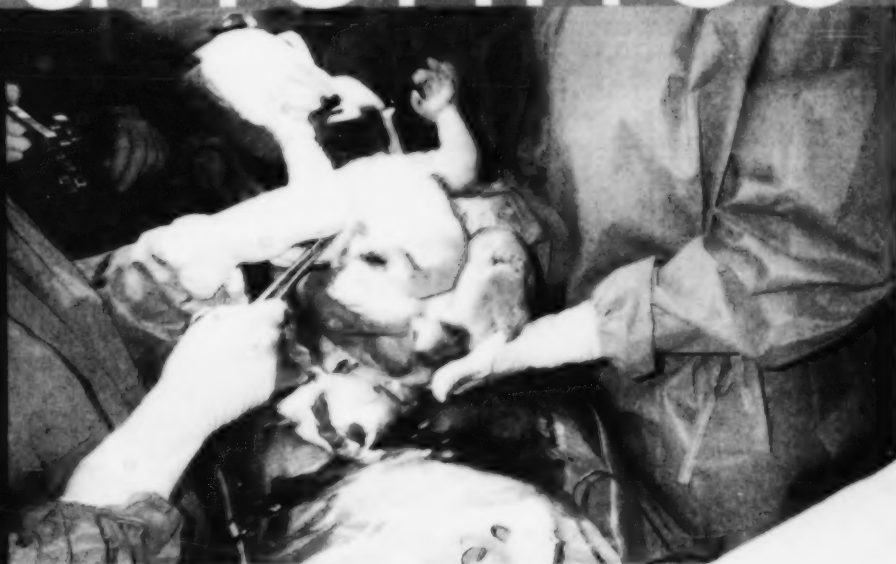
Les Philippines paient très cher leur droit d'entrée au Canada. La majorité de ces travailleuses laissent derrière elles des enfants qu'elles auront confiés à leur entourage.
« Evelyn Calugay, nouvelle présidente de PINAY »

d'associations engagées à l'échelle internationale contre le trafic des femmes. Elle rappelle que le départ de tant d'aides familiales – mais aussi de promises ou de danseuses – n'est pas le résultat d'un choix délibéré, mais le fait d'un vaste phénomène encouragé par les politiques gouvernementales, à Manille aussi bien qu'à Ottawa. Les membres de GABRIELA ont fait de la rose pourpre leur emblème. Pourquoi ? Parce que cette hybride a été créée pour le bonheur des commerçants. ▢

Césariennes

faut-il
s'inquiéter?

par Danielle Stanton



Un bébé sur cinq naît par chirurgie. Et de plus en plus de femmes exigent la césarienne. L'accouchement naturel a-t-il encore un avenir?

Il y a 35 ans, 5% des petits Québécois naissaient par césarienne. Actuellement, 20% font leur entrée dans le monde ainsi: c'est quatre fois plus.

Le Dr Daniel Blouin n'est pas de ceux qui s'émouvent devant cette hausse. «Qu'on ne me serve surtout pas l'argument selon lequel mieux vaut laisser agir la nature, lance ce gynécologue-obstétricien du Centre hospitalier universitaire de Sherbrooke. Dans certains pays, 1 femme sur 100 meurt en accouchant. La nature fait parfois bien mal les choses.» Il y a 10 ans, le médecin était davantage craintif. «Plus maintenant. Risques pour risques, accouchement et césarienne, c'est quasi kif-kif.»

La césarienne est effectivement plus sécuritaire qu'avant. Pas assez toutefois pour empêcher Santé Canada de s'inquiéter: «Étant donné l'augmentation régulière, au cours des dernières années, du taux de naissances par césarienne au Canada, une augmentation du nombre de morts maternelles attribuables aux complications de la chirurgie ou de l'anesthésie est à prévoir», avertit-on dans le *Rapport spécial sur la mortalité maternelle et la morbidité maternelle grave au Canada*, paru en 2004.

L'Organisation mondiale de la santé évalue le taux acceptable de césariennes à 15% maximum. Selon l'Institut canadien d'information sur la santé, le Canada affiche un pourcentage de 22%, soit 2% de plus qu'au Québec. Un sommet!

à la carte

Les statistiques gonflent aussi ailleurs sur le globe, culminant parfois à des pics records. Hier considérée comme une mesure de sauvetage exceptionnelle en cas de situation à haut risque, la césarienne est en voie de devenir pratique courante.

Culture, argent et destinée

Aux États-Unis, le taux de césariennes a franchi la barre du 27%. En Italie, il atteint 31% et à Taïwan, 33%. Au Chili, on parle de 40% des naissances recensées; en Chine, on dépasse le 47%. Le Brésil remporte la palme avec 36% de moyenne nationale... mais des pointes dépassant 80% dans certains hôpitaux privés des grandes villes.

Pourquoi? Les raisons rapportées par les études sont multiples. Crainte de l'accouchement, incitation des médecins afin de mieux planifier leurs horaires ou de prévenir les problèmes, manque de confiance des femmes envers le système médical pour mener à bien un accouchement, *standing* associé à cette intervention «moderne» (l'accouchement serait un signe de pauvreté), préférence des mères pour des raisons esthétiques, souci de préserver intact le tonus pelvien pour la sexualité future.

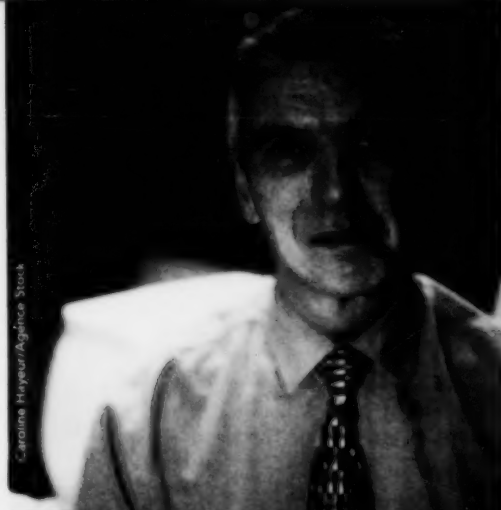
Dans certains pays d'Asie, des parents préfèrent choisir à l'avance la date où l'enfant naîtra: la croyance veut que le jour de notre naissance détermine notre destinée...

Elle le sera encore davantage avec l'apparition récente d'un nouveau phénomène: la césarienne sur demande. Sans autre indication que la volonté de la mère, pour qui la césarienne ne serait, au fond, qu'une voie plus «moderne» pour donner la vie... Quelle réponse obtient-elle du corps médical? Un médecin sur trois se dit prêt à accéder à sa requête, indique un récent sondage interne de l'Association des gynécologues et obstétriciens du Québec (AGOQ). À Londres, il y a quelques années, 31% des gynécologues-accoucheuses déclaraient qu'elles opéreraient d'office pour la césarienne pour mettre au monde leur propre bébé!

Abby Lippman est déroutée. «Après des années de bataille contre la surmédicalisation de notre corps, comment en est-on arrivé à vouloir subir une chirurgie inutile?» s'interroge la présidente du Réseau canadien pour la santé des femmes.

A-t-on le choix?

Il n'y a pas de quoi s'affoler, indique le Dr Claude Fortin, président sortant de l'AGOQ. «On pratique davantage de césariennes aujourd'hui, mais la plupart du temps pour des raisons valables.» Certaines situations médicales, comme le placenta *previa* (qui bloque le col de l'utérus), commandent d'emblée l'intervention. D'autres sont entrées dans les mœurs: par exemple, on ne fait presque plus d'accouchements lorsque le bébé se présente par le siège.



Caroline Hayer/Agence Stock

«Je ne voudrais jamais que la césarienne devienne un substitut à la carte. Cela n'est pas acceptable qu'à l'occasion d'une césarienne, certaines demandes...»
«Dr Claude Fortin, président sortant de l'AGOQ»

Les temps changent, c'est vrai, confirme Louise Miner, chef du département de gynécologie-obstétrique à l'Hôpital général juif de Montréal. «Il y a cinq ans, si le bébé était plus gros que la moyenne, on tentait l'accouchement. Maintenant, on se tourne plus vite vers la césarienne.»

L'âge de la mère joue pour beaucoup. En 1991, 34% des bébés naissaient de mères de plus de 30 ans. En 2001, c'était 42%. Qui dit mères âgées dit augmentation des risques, donc césariennes à la hausse.



Diane Lepage, photographe CHUQ

« Je me refuse à soutenir l'idée de la césarienne sur demande. Sans données valides, ce serait farfelu. »

— Dr Normand Brassard, directeur du département d'obstétrique et de gynécologie au CHUQ-Université Laval.

La réponse médicale s'ajuste aussi selon l'avancement des recherches. Alors que le taux de césariennes avait connu un certain recul au milieu des années 1990, une vaste étude accréditant la thèse du risque élevé présenté par un accouchement vaginal après césarienne (notamment d'une rupture utérine entraînant la mort du fœtus) a fait remonter la courbe des statistiques. Avec, en toile de fond, un ordre de la Société des obstétriciens et gynécologues du Canada: aucun médecin ne doit entreprendre cette procédure à moins d'être en mesure de pratiquer une césarienne d'urgence dans un délai de 30 minutes. Sous peine de sanctions.

De fait, l'ombre des poursuites médicales plane, justifiant une part certaine du recours à la césarienne. « Nous avons le scalpel moins rapide que nos collègues américains. Mais nous adoptons souvent une attitude préventive, pour ne pas dire défensive », atteste Louise Duperron, gynécologue-obstétricienne au Centre hospitalier universitaire (CHU) mère-enfant de l'Hôpital Sainte-Justine. Manque d'oxygène au cerveau, membre brisé: pour le bébé, les risques liés à la naissance par voie vaginale sont réels. À preuve, cette année, selon l'Association canadienne de protection médicale, un médecin généraliste québécois qui ne fait aucun accouchement verse 1478 \$ en assurances. Un gynécologue-obstétricien, 23046 \$. Quinze fois plus.

« Les cotisations sont révélatrices: un bébé handicapé à la naissance, c'est toute une vie compromise, explique Martine Gagnon, directrice des affaires régionales à l'Association. Il est normal que les médecins veuillent minimiser le danger. » Les conséquences d'une pour-

suite peuvent être redoutables. Bon an mal an, la firme Ménard, Martin et avocats, spécialisée dans les causes médico-légales, prend en charge une dizaine de cas qui touchent la naissance, rapporte l'avocat Jean-Pierre Ménard. Une décision de césarienne trop tardive, un délai indu avant l'arrivée d'un anesthésiste: nombre d'histoires finissent mal. « Les compensations accordées aux parents peuvent se chiffrer en millions. »

Tout de même. « Oui, il faut de la sécurité; oui, des accidents arrivent et la mort d'un enfant sera toujours dramatique, dit Myriam Tremblay, médecin de famille accoucheuse à l'Hôpital Saint-François d'Assise, à Québec. Mais la technique et la sécurité donnent trop le ton. » Trop, c'est trop, estime aussi Sylvie Berthiaume, présidente sortante de l'Association des omnipraticiens en périnatalité du Québec, dont les membres pratiquent plus du tiers des accouchements. « Un accouchement comporte des risques, oui. Mais est-ce que pour éviter 2 ou 3 cas sur 1000, on doit couper toutes les femmes? J'en doute. »

Parfois, oui

Un rapide coup d'œil aux données du ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec laisse perplexe: en matière de césarienne, on remarque des disparités non seulement d'une région à l'autre, mais aussi d'un hôpital à l'autre!

Éliminons les cas possiblement justifiés par une césarienne précédente. En 2002, l'Hôpital Saint-Sacrement, à Québec, affichait un taux de césariennes liées à une première grossesse de 11%; celui de Saint-François d'Assise, à quelques kilomètres de là, de 19%.

Ne sautons pas trop vite aux conclusions, avertit le Dr Normand Brassard, directeur du département d'obstétrique et de gynécologie au CHUQ-Université Laval. « En 2002, Saint-Sacrement était de niveau 1; on y pratiquait des accouchements moins risqués qu'à Saint-François d'Assise, de niveau 2. Moins de césariennes peut aussi vouloir dire un plus grand recours aux instruments ou à l'épidurale. Une statistique isolée ne révèle pas tout. Cela dit, si vous me demandez si une part de cette différence peut être attribuable à des pratiques différentes, je réponds oui. »

« Comme nous vivons dans des sociétés où il faut tout contrôler, tout programmer, et que la césarienne est reconnue comme étant plus sécuritaire qu'avant, pourquoi les femmes ne décideraient-elles pas d'y recourir comme bon leur semble? »

À l'Hôpital général juif de Montréal, on a mis en place un système qui permet d'obtenir un profil détaillé des pratiques par médecin. « Nous nous concentrons sur les césariennes primaires et dites "normales", pratiquement la seule catégorie où nous pouvons jouer sur le taux, explique la Dr^{re} Louise Miner. Effectivement, nous constatons des variations entre individus: devant un tracé fœtal suspect, par exemple, la réaction change d'un médecin à l'autre. Alors que la règle est d'attendre quatre heures au moins en cas d'arrêt du travail, certains choisissent la césarienne au bout d'une heure. Se comparer à la moyenne du département permet à chacun de revoir ses pratiques au besoin. »

Il est aussi possible qu'une petite part des césariennes soient tributaires des circonstances, admet le

Dr Brassard. « L'arrivée de la fin de semaine ou le départ en vacances imminent du médecin peuvent, à

l'occasion, précipiter les choses. C'est humain. Le travail en équipe, qui permet aux médecins de se remplacer au chevet d'une patiente, diminue l'impact de ces pratiques.»

Le CHU de Sherbrooke fonctionne ainsi en *pools* de médecins. Et, de fait, cet hôpital affiche le plus bas taux de césariennes au pays (15%). «Mais il y a plus, confirme Jean-Marie Moutquin, directeur du Centre de recherche clinique. Ici, la moitié des mères sont suivies par des médecins de famille. Les omnipraticiens ont une approche différente de celle des obstétriciens-gynécologues. Comment dire... Une plus grande patience, une attitude moins médicalisée au départ. Un suivi de naissance moins "monitored" aussi.» Des études le démontrent: plus on pose des gestes de surveillance durant le travail, plus grandes sont les chances de repérer un signe anormal. Et donc, de vouloir intervenir, notamment par une césarienne.

Accoucher est passé d'événement naturel à événement extraordinaire. Comme on fait peu d'enfants, les mères ne veulent courir aucun risque. La césarienne sur demande est la manifestation d'une obsession: l'enfant parfait.

Jean-Marie Moutquin attribue aussi le bas taux de césariennes du CHU au fait qu'une infirmière, toujours la même, reste en continu au chevet de la femme en travail. «C'est un facteur clé.» Une étude portant sur 5000 femmes dans 10 pays va dans ce sens, rapporte l'Institut canadien d'information sur la santé: «Le soutien ininterrompu de personnes professionnelles ou non (membres de la famille) plutôt qu'un soutien discontinu est associé à d'importantes réductions des césariennes.» En Hollande, où 46% des accouchements sont faits par des sages-femmes, le taux de césariennes était de 13% en 2001.

Qu'en est-il par ailleurs de la croyance qui veut qu'une césarienne soit plus payante qu'un accouchement pour un médecin? Selon les données fournies par la Régie de l'assurance maladie du Québec, un médecin reçoit en honoraires professionnels entre 330 \$ et 440 \$ pour un accouchement et entre 281 \$ et 360 \$ pour une césarienne, selon que les choses se passent le jour ou la nuit, la semaine ou un jour férié, etc.

Cord de l'Agence Stock



«Après des années de bataille contre la surmédicalisation de notre corps, comment en est-on arrivé à vouloir subir une chirurgie inutile?» Abby Lippman, présidente du Réseau canadien pour la santé des femmes

Il est plus que temps !



Le gouvernement doit mettre en application la loi québécoise sur l'assurance parentale



Oui, je le veux

Il y a cinq ans, on n'en parlait même pas. Et puis, on s'est mis à lire dans les magazines que des vedettes de Hollywood y recouraient pour prendre moins de poids, pour donner naissance plus tôt et éviter ainsi les vergetures possibles. Pour mieux gérer leur temps ou parce qu'elles n'avaient carrément pas envie de s'épuiser à accoucher. Le syndrome a même été baptisé *To push to push*, du nom de l'ex-Spice Girl Victoria Beckham, alias Posh Spice, qui a eu ses trois enfants par césarienne. Ce qu'on a pris pour un caprice de star annonçait un courant troublant: la césarienne sur demande. «Je n'avais jamais eu ce genre de requête en 30 ans d'obstétrique, indique Claude Fortin, président sortant de l'AGOQ. Depuis cinq ans, de temps en temps, j'en reçois.»

En mars 2004, une recherche publiée dans le *Journal de l'Association médicale canadienne* a eu l'effet d'une bombe: l'auteure Mary Hannah, gynécologue torontoise, y défendait l'idée de la césarienne sur demande et laissait entendre que la Société des obstétriciens et des gynécologues du Canada (SOGC) s'apprêtait à endosser officiellement cette pratique.

La Société s'est empressée de diffuser un démenti: «L'accouchement demeure l'option la plus sûre pour la plupart des femmes.» Au Québec, le ministre de la Santé, Philippe Couillard, a aussi refusé de s'engager dans cette voie. L'AGOQ endosse cette position, mais avec réserve. «Je ne voudrais jamais que la césarienne devienne une pratique à la carte, affirme Claude Fortin. Cela dit, il est possible qu'à l'occasion, j'ouvre la porte à certaines demandes.»

Dans les bureaux des médecins, la chose se discute, dit la D^{re} Louise Duperron, de l'Hôpital Sainte-Justine. «Si une femme attend son premier enfant à 40 ans et ne songe pas à en avoir un second, je serai beaucoup moins réticente à dire oui qu'à une jeune femme de 26 ans. Parce que les risques sont surtout élevés pour la seconde grossesse.» Au département du CHU, les médecins divergent

d'opinion sur la question, observe Daniel Blouin. Mais si je compare avec les débats qui ont eu cours sur l'avortement, les échanges de vues sont nettement moins houleux.»

L'influent American College of Obstetricians and Gynecologists a entériné la pratique de la césarienne sur demande en 2003. Aux États-Unis, la tendance est à la hausse: 2% des bébés viendraient au monde ainsi. En Italie, où une loi oblige les médecins à se plier aux désirs de la patiente qui va accoucher, 4% des femmes enceintes opéreraient d'emblée pour la césarienne.

Comment expliquer cette tendance? C'est dans la suite logique des choses, évalue Nathalie Parent, coordonnatrice à la Fédération du Québec pour le planning des naissances. «Des femmes ont toujours demandé à être déclenchées pour accoucher à telle heure, telle date, avec tel médecin, ou pour que le bébé soit avec la famille à Noël! L'arrivée de la césarienne sur demande n'est qu'un pas de plus. Comme nous vivons dans des sociétés où il faut tout contrôler, tout programmer, et que la césarienne est reconnue comme étant plus sécuritaire qu'avant, pourquoi les femmes ne décideraient-elles pas d'y recourir comme bon leur semble?»

Tout le monde s'entend, l'ultime raison porterait un autre nom: la peur. Peur des complications de l'accouchement, peur de fournir un effort démesuré, peur de la douleur, peur de l'inconnu. «Quand on prend le temps d'écouter les femmes, de discuter avec elles du déroulement de l'accouchement, de leur proposer des solutions à la douleur (l'épidurale, par exemple), certaines changent d'idée et optent pour l'accouchement. Certaines, mais pas toutes», rapporte la D^{re} Louise Duperron.

«Depuis quand la chirurgie est-elle une réponse à l'angoisse ou à la crainte d'avoir mal? questionne Abby Lippman. C'est insensé!»

Mais pas surprenant. Parmi toutes les frayeurs des femmes, il y a celle de manquer leur coup. «À force d'entendre de ne pas faire ceci ou cela durant la grossesse, les femmes se sont mises à

Cesariennes toutes les femmes sur demande « peut paraître choquant. Mais éthiquement, moralement ou légalement, je ne vois pas au nom de quoi on peut s'y opposer ». Margaret Somerville, fondatrice du Centre de médecine, d'éthique et de droit de l'Université McGill.

Soit. Mais sans être une question d'argent, une césarienne programmée reste parfois plus rentable en termes de temps, constate un généraliste qui préfère rester anonyme. En ce sens qu'elle aide certains médecins à mieux gérer leur agenda. «Une césarienne, ça entre bien dans les horaires des docteurs. C'est parfait pour eux. Mais pas seulement pour eux. Bientôt, pour les mêmes raisons, ce sera aussi numéro un pour les femmes.»

croire non seulement qu'il y avait danger, mais qu'elles-mêmes étaient LE danger pour le bébé, fait valoir Céline Lemay, présidente du Regroupement les sages-femmes du Québec. Elles se sentent personnellement responsables de tout. Faut-il s'étonner qu'elles développent une relation négative à la grossesse et à l'accouchement? Il y a 40 ans, perdre un enfant à la naissance était une triste fatalité, se rappelle la D^{re} Sylvie Berthiaume. «Aujourd'hui, on cherche le coupable: c'est tolérance zéro.»

Ce courant est tributaire d'un certain «terrorisme» technologique, juge pour sa part l'anthropologue Johanne Tremblay, de l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui s'intéresse aux étapes du cycle de la vie. «Nos existences sont surmédicalisées de la naissance à la mort. On parle ici d'une demande des femmes, mais au fond, le discours biomédical a encore une fois pris le dessus. Et ce discours est encore très masculin.» Peut-être. Mais pour l'instant, le sondage interne de l'AGOQ révèle que deux catégories de médecins sont plus enclins à accorder la césarienne sur demande: les plus jeunes... et les femmes!

La pression est forte pour tout le monde. Y compris les femmes, avance Maria De Koninck. «Les familles sont plus petites, l'entraide n'est plus ce qu'elle était, plusieurs femmes enceintes vivent en silence beaucoup de solitude et d'anxiété, observe la professeure au Département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval. Elles en viennent à ne souhaiter qu'une chose: faire tout ce qu'elles peuvent pour éviter ensuite de se sentir coupables au cas où les choses déraperaient. Elles perdent de vue la finalité de la grossesse: donner la vie.»

Les femmes ont moins confiance qu'hier en leur capacité d'accoucher, observe également Joanne Tessier, coordonnatrice du collectif Les Accompagnantes de Québec, qui suit des femmes enceintes depuis plus de 10 ans. «Celles que je vois aujourd'hui acceptent plus passivement d'être prises en charge et de s'en remettre au milieu médical.»

Les modèles sont par ailleurs rares. «Accoucher est passé d'événement naturel à événement extraordinaire, souligne le D^r Jean-Pierre Moutquin. En plus, comme on fait peu d'enfants, les mères ne veulent courir aucun risque.» La césarienne sur demande est la manifestation d'une obsession: l'enfant parfait.

«Aujourd'hui, nous voulons des garanties mur à mur, dit Céline Lemay. Mais l'incertitude est inhérente à la condition humaine! Avec les échographies répétées, le monitoring intensif lors du travail et, bien sûr, la césarienne, les mères s'imaginent mettre le bébé totalement à l'abri du risque. Un leurre: même en

2005, personne ne peut garantir un bébé 100% parfait. C'est impossible.»

On veut le bébé parfait, d'accord. Mais ce serait bien aussi de se préoccuper de la mère parfaite, fait remarquer Vyta Senikas, vice-présidente administrative associée à la SGOC. «La césarienne n'est pas sans danger pour les femmes.»

« Les méthodes naturelles pour accoucher, c'est comme le féminisme: on n'a plus besoin de ça! »



Ne banalisons pas la césarienne

«Ne nous cachons pas la tête dans le sable: oui, il arrive que des enfants souffrent durant un accouchement, rapporte le D^r Daniel Blouin. À l'heure actuelle, le taux de paralysie cérébrale est d'environ 3 pour 1000, soit quelque 200 cas par an. Environ 15% sont liés à des événements qui surviennent pendant le travail. Posons l'hypothèse: si toutes les femmes donnaient naissance par césarienne, on sauverait peut-être une trentaine d'enfants par an. La césarienne a du bon.»

Et du moins bon, aussi. «C'est vrai: les études démontrent que l'accouchement vaginal serait un peu plus à risque pour le bébé, indique le D^r Normand Brassard, du CHUQ-Université Laval. Par contre,

lors d'une césarienne, la mère est plus en danger.» Risque de laceration, d'hémorragie, d'infection de la plaie, risque lié à l'anesthésie. Risque de mortalité plus élevé par 100 000 naissances (2 lors d'un accouchement, 5 lors d'une césarienne planifiée et 18 lors d'une césarienne d'urgence, selon une étude publiée en 1999 dans *The Lancet*).

Le danger sera encore plus grand lors des accouchements qui suivront: «Il y aura possiblement plus de complications postopératoires, plus de risques que le placenta s'insère dans la cicatrice ou envahisse la paroi musculaire de l'utérus, ce qui peut entraîner la nécessité d'une hystérectomie.» Des études récentes auraient noté un taux inexplicable

de morts in utero lors d'un accouchement consécutif à une césarienne (1,1 cas sur 1000, contre 0,5 sur 1000 sans opération préalable, rapportait *The Lancet* en 2003). «Quand on décide de faire une césarienne, il faut mettre l'avenir en perspective», confirme Louise Miner.

Les césariennes se font de façon beaucoup plus sûre qu'il y a 20 ans; les risques sont rares. Mais ils existent, rappelle Claude Fortin, président sortant de l'AGOQ. «Sans être alarmistes, ne banalisons pas la césarienne. Ce serait une erreur.»



Maria De Koninck

« Si on est rendus à associer la césarienne à un progrès médical devant être accessible à tous, on a un sérieux problème. »

Maria De Koninck, professeure au Département de médecine sociale et préventive de l'Université Laval.

Soit. Mais s'opposer à la césarienne sur demande, n'est-ce pas aller à l'encontre du libre choix des femmes de donner naissance à leur façon, principe sacré réclamé par les groupes féministes au cours des années 1970?

Non, ont répondu par médias interposés plusieurs associations au moment de la controverse suscitée l'an dernier par la parution de l'article de Mary Hannah. Dont le Réseau canadien pour la santé des femmes. « Le choix illimité du consommateur, cela vaut au garage ou au supermarché. Pas dans le cas d'une chirurgie qui peut mettre inutilement en danger la santé », indique la présidente, Abby Lippman.

La césarienne existe et c'est tant mieux: elle sauve des vies. Mais la réclamer comme un droit, c'est totalement inapproprié, estime Maria De Koninck. « Si

on est rendus à associer la césarienne à un progrès médical devant être accessible à tous, on a un sérieux problème. »

Libre choix? Illusion, plutôt. « On offre aux femmes ce qu'on veut bien leur offrir, fait valoir Geneviève Labelle, du Regroupement Naissance-Renaissance. Nous manquons de maisons de naissances. À Montréal seulement, plus de 600 femmes étaient sur liste d'attente l'an dernier pour être suivies par une sage-femme. Quand chaque femme aura vraiment accès à l'accouchement qu'elle désire, on parlera d'un véritable choix. Et on verra si la césarienne sur demande sera encore un enjeu. »

Bref, une réflexion qui mène tout droit à la question centrale: césariser toutes les femmes sur demande est-il éthiquement acceptable? Oui, tranche Margaret Somerville, fondatrice du Centre de médecine, d'éthique et de droit de l'Université McGill. « Cette voie peut paraître choquante et je ne dis pas que je suis personnellement en faveur. Je dis qu'éthiquement, moralement ou légalement, je ne vois pas au nom de quoi on peut s'y opposer. Que des féministes le fassent m'étonne d'ailleurs. On dirait oui à l'avortement, même tardif, au nom du contrôle de son corps, et non à la césarienne sur demande? C'est illogique. »

Faisons preuve de prudence avant de fournir une réponse, estime Michèle Jean, présidente du Comité international de bioéthique de l'UNESCO. Mettons en balance tous les aspects de la question, notamment l'impact socioéconomique. « Comme société, sommes-nous prêts à assumer les coûts entraînés par cette option pour le système de santé? »

Selon les chiffres du ministère de la Santé et des Services sociaux, un accouchement coûte quelque 1600 \$

(médicaments, tests en laboratoire, séjour) pour une hospitalisation moyenne de deux jours et demi. En comparaison, une césarienne coûte environ 2 400 \$ pour un séjour moyen de quatre jours. Sans parler d'une équipe d'intervenants plus considérable. La césarienne pour toutes pourrait devenir un « luxe coûteux », estiment certains. L'Angleterre a tranché: les femmes peuvent avoir une césarienne sur demande, mais à leurs frais.

Le système de santé est déjà sous pression, dit Hélène Vadeboncoeur, membre du Comité national d'orientation en périnatalité de l'Association pour la santé publique du Québec et auteure du livre

Une autre césarienne? Non merci, paru en 1989, qui sera bientôt réédité. « Est-ce qu'on se mettra à mobiliser des salles d'opération sans raison médicale au détriment, entre autres, de femmes enceintes qui pourraient en avoir besoin d'urgence? C'est illogique et dangereux. »

La chercheuse ne montre pas du doigt les femmes qui font cette requête. « Savent-elles vraiment à quoi elles s'exposent pour leur grossesse présente et les futures? La césarienne est trop banalisée. Ça n'a pourtant rien à voir avec un plombage chez le dentiste. Le choix éclairé est encore une illusion en obstétrique, plus précisément en ce qui concerne la césarienne. »

Il est impossible de bien informer les futures mères sur toutes les conséquences potentielles d'une césarienne pour une très bonne

raison: on ne les connaît pas, indique le Dr Normand Brassard. « C'est exactement pour cette raison que je me refuse, pour l'instant, à soutenir l'idée de la césarienne sur demande. Sans données valides, ce serait farfelu.

« La césarienne est trop banalisée. Ça n'a pourtant rien à voir avec un plombage chez le dentiste. Le choix éclairé est encore une illusion en obstétrique, plus précisément en ce qui concerne la césarienne. »

Comment parler d'un consentement éclairé si on manque d'éclairage? Si un jour on dispose d'études solides, on verra.»

Humaniser les naissances, un échec?

«Les méthodes naturelles pour accoucher, c'est comme le féminisme: on n'a plus besoin de ça!» affirmait avec conviction une participante à un récent colloque sur l'accouchement.

Le mouvement d'humanisation des naissances est-il un échec? «Certaines interventions, telle l'épisiotomie, ont diminué, mais pour ce qui est de faire accepter l'idée que l'accouchement est

une expérience humaine complète, on n'a pas du tout avancé, considère Maria De Koninck. Au contraire. Le problème réside dans le fait que ce message n'est pas en cohérence avec le reste: notre approche de la médecine, du corps, de l'humain. Il faut tout remettre en cause.»

Un jour, on risque de payer comme société pour toutes ces césariennes, évalue quant à elle la D^{re} Myriam Tremblay. «Contrairement à un bébé qui se prépare physiologiquement à sortir durant le travail, celui qui naît par césarienne n'a aucune préparation. On ouvre et bang! Au-delà des problèmes respiratoires transitoires que l'on note, cela peut-il avoir des con-

séquences à long terme qu'on ne soupçonne pas? Peut-être. Et je suis certaine d'une chose: on y perd une culture, un rituel, une expérience unique.»

D'accord. Mais alors, élargissons la marge de manœuvre, répond le D^r Claude Fortin. «Nous ne pouvons plus nous tromper ni à l'échographie, ni dans notre jugement sur l'évolution de la grossesse, encore moins durant l'accouchement. Les parents, les familles, la société, tout le monde place la barre très haut. Nous n'avons plus droit à l'erreur, point. Tant qu'il en sera ainsi, les césariennes risquent d'augmenter.» ::

Rompre le cercle vicieux

«Lorsque j'atterris dans une nouvelle ville, j'ai en tête le taux de césariennes qu'on y pratique, raconte au bout du fil l'obstétricien français de renommée internationale Michel Odent. Cela m'indique si je peux oui ou non sortir le soir sans danger: à São Paulo (où plus

de 80% des naissances en cliniques privées se font par césarienne), non, à Amsterdam (10%), oui.»

L'auteur de l'ouvrage *La césarienne* (Free Association Books, 2004) aime utiliser cet exemple frappant pour démontrer sa thèse: les enfants nés par césarienne risquent de devenir des adultes délinquants et moins capables d'aimer. Pourquoi? Parce que la chirurgie bloquerait la libération de ce qu'il nomme les «hormones de l'amour» chez la mère et l'enfant. Hormones qui se libèrent naturellement durant l'accouchement.

L'obstétricien français s'est rendu très célèbre il y a 30 ans en introduisant les concepts de piscine et de chambre de naissance en milieu hospitalier. Aujourd'hui, il y va d'un cri d'alarme devant l'épidémie de césariennes. Appuyé par des affirmations-chocs, dont certaines propres à soulever la controverse.

Attention: son objectif premier n'est pas de diaboliser la césarienne. Cette technique de plus en plus sûre sauve des vies; s'acharner d'urgence à en diminuer le nombre serait même dangereux, avertit-il. «La plupart sont requises parce qu'avec les pratiques actuelles, on n'a plus le choix. Pour le moment, on place la femme dans des situations qui l'empêchent de laisser libre cours au proces-

sus physiologique normal. Avant tout, il faut commencer par recréer un environnement le plus naturel possible, et se mettre à l'écoute des véritables besoins des femmes qui accouchent.»


Laissons la nature prendre son temps. Plaçons au chevet de la parturiente une sage-femme qui saura s'adapter à son rythme. Et, ose-t-il dire, au mépris de toute rectitude politique, gardons le père en dehors de cela. «Ce n'est pas sa place. La grande majorité du temps, il ne contribue qu'à élever le niveau de stress de la mère, qui se sent regardée, évaluée, voire jugée sur sa performance. L'avènement de la participation du père à la naissance et l'accroissement spectaculaire des taux de césariennes ont été des phénomènes concomitants.»

«Il y a paradoxe: parce que la césarienne est de plus en plus sécuritaire, on en pratique de plus en plus. Mais ce faisant, met-on en danger l'évolution de notre civilisation? Je m'interroge.» ::



Les enfants nés par césarienne risquent de devenir des adultes délinquants, estime l'obstétricien français Michel Odent.





Gail Johnson, fondatrice du centre Nkosi, qui héberge des mères et des enfants infectés par le VIH, à Johannesburg.
« On enseigne aux femmes qu'elles peuvent dire non à la demande sexuelle d'un homme. »

Les orphelins du Sida

Quand maman n'est plus là

par Monique Durand*

En Afrique du Sud, un homme atteint du VIH contamine en moyenne 3,5 femmes. Dans ce pays parmi les plus touchés par le sida, les femmes (57%) sont plus infectées que les hommes (43%)! Et si le sida était en partie une maladie de l'inégalité entre les sexes? Notre collaboratrice Monique Durand revient d'Afrique du Sud. Ébranlée.

Nous la trouvons enfin. Je n'en crois pas mes yeux. Marko, le chauffeur de taxi, non plus. Je n'avais ni son adresse, ni son numéro de téléphone. Seulement, pour la dénicher, quelques mots glanés dans un journal de Johannesburg. « Le prix Visible Difference Award a été attribué à Gladys Nqoko en reconnaissance de sa contribution à la transformation de sa communauté. Gladys est la fondatrice de Siyafunda, un refuge qui vient en aide aux grands-mères chargées du soin de leurs petits-enfants dont les parents

sont morts du sida. Le refuge Siyafunda est situé dans le Bloc R de Soshanguve Est, près de Pretoria. » [traduction libre]

Une fois rendus dans le Bloc R de Soshanguve Est (Soshanguve est divisé par blocs allant de A à Z, chacun constituant un quartier de la ville), nous nous renseignons auprès de trois femmes qui discutent dans la rue. L'une d'elles est en robe de chambre. « Qu'à cela ne tienne, dit-elle en riant, j'irai vous montrer où habite Gladys. Tout le monde connaît Gladys ici. Et tout le monde l'appelle Gogo (grand-mère). »

Ses deux consœurs la suivent, et les voilà toutes trois entassées sur la banquette arrière du taxi, parlant et rigolant. Bienvenue à Soshanguve! Bienvenue dans cette Afrique incroyablement attachante! Bienvenue dans cette humanité perdue, oubliée, méprisée, qui n'a rien qui l'adore, pas un sou, pas un rond, souvent pas d'eau courante, ni d'électricité, qui va pieds nus sur la terre battue, mais grimpe dans les taxis en robe de chambre pour vous aider. Qui vous décrocherait la lune.

Gladys Nqoko m'embrasse comme si nous étions amies depuis toujours. Sorte de mère-grand à large poitrine qui pourrait cacher sous ses jupes des tas de petits chaperons rouges. Une mère-grand au sourire à faire fondre la glace. Elle habite une maison de briques, rarissime en ce pays de huttes et de cabanes. Après m'être excusée d'arriver



La travailleuse sociale Patience Ngoko œuvre auprès des malades atteints du VIH : « Ils savent que le sida se transmet par la sexualité. Mais cela ne les arrête pas. Rien à cirer des condoms ! C'est difficile de comprendre une telle attitude quand c'est une question de vie ou de mort. »

chez elle sans crier gare [« Impossible de vous trouver avec l'assistance annuelle ! »], elle fait une moue amusée : « Nous avons un nouveau numéro de téléphone depuis peu, pas encore répertorié. » Le projet Siyafunda a démarré il y a tout juste un an. Mais Gladys m'emmènera visiter le refuge tout à l'heure. Pour le moment, le thé est fumant sur la table du salon. « Ma fille Théodora est décédée en 2000. Elle avait 40 ans. Je la voyais dépérir. Elle ne m'a jamais dit de quoi elle souffrait. C'est quand elle est morte que j'ai vu inscrites dans son dossier médical les quatre lettres inimaginables : SIDA. Ce fut pour moi un choc terrible. » Ses yeux se mouillent. Elle lâche : « Mais pourquoi Dieu Théodora ne m'a-t-elle rien dit ? »

« J'ai eu envie de faire quelque chose. De mettre des mots, de parler à mes voisins de sexualité, de sida, de précautions à prendre. Il y a au moins 30 funérailles tous les samedis et tous les dimanches célébrées dans le Bloc R. Et une dizaine par jour, la semaine. Nous allons tous finir par y passer ! » Les statistiques pour le Bloc R sont à l'image des statistiques pour le pays tout entier : effarantes ! Sur 23 000 familles habitant le Bloc R, 20 000 sont touchées par le VIH. C'est dire qu'au moins une personne de ces familles est contaminée par le virus.

À plus large échelle, un Sud-Africain sur cinq est porteur du VIH. Les démographes estiment que l'Afrique du Sud aurait compté une population de 52 millions d'habitants en 2015. Mais avec le sida, ils prévoient plutôt que la population sud-africaine restera celle

d'aujourd'hui : 44 millions d'habitants. C'est dire que huit millions d'hommes, de femmes et d'enfants en mourront au cours de la prochaine décennie. C'est toute une génération en train d'être rayée de l'existence. Restent les petits-enfants et les grands-mères. « Je voulais venir en aide à toutes ces vieilles femmes qui se retrouvent tout à coup responsables d'orphelins. Et sont souvent sans le sou. »

Le refuge Siyafunda (littéralement « Nous apprenons ») accueille chaque jour 96 enfants et 35 grands-mères. « On offre aux grands-mères le petit-déjeuner, le dîner et le thé de l'après-midi, en échange de quoi elles doivent accomplir des tâches comme raconter des histoires aux petits et fabriquer des pièces artisanales qui seront ensuite vendues pour financer une partie des activités de Siyafunda. » Deux amies allemandes ont mené une campagne à Berlin pour lancer le projet. Il fallait construire les murs du refuge, équiper une cuisine, aménager des douches, concevoir des lieux pour les enfants. « Il nous a manqué de l'argent pour les toilettes. Alors, sur invitation de mes amies berlinoises, je suis allée moi-même chercher des fonds en Allemagne. La réponse a été magnifique. »

« Le financement de tous ces projets dans les villes, les villages, les coins les plus reculés, c'est vraiment le problème numéro 1 », m'avait expliqué la veille Gail Johnson, à Johannesburg. Un sacré personnage, cette Gail. Une Afrikaner aux cheveux longs et rouges, aux ongles presque aussi longs et rouges, gabarit à la Lolobrigida, décolleté sail-

Personnes infectées par le VIH

Dans le monde

- 47 % sont des femmes
- 53 % sont des hommes

En Afrique subsaharienne

- 57 % sont des femmes
- 43 % sont des hommes

Prévalence de la maladie

- Dans le monde 1,1 %
- En Afrique subsaharienne 7,4 %

lant. Elle fait une entrée princière à bord de son 4 X 4, don de l'ambassade de Finlande, qu'elle gare dans la cour du refuge Nkosi, un centre qui héberge des mères et des enfants infectés par le VIH. Nous sommes dans Melville, quartier autrefois afrikaner et huppé de Johannesburg, maintenant essentiellement noir et pauvre. Et voilà Gail qui distribue les « Hello darling ! », « Thank you sweetheart ! » et « Hi my love ! » à des pensionnaires, femmes et enfants, qui semblent l'adorer. « Je ne fais pas trop mère Teresa, n'est-ce pas ? » En effet. « Dans mon ancienne vie, je travaillais dans le secteur hôtelier, aux relations publiques. Jusqu'au jour où l'on m'a présenté le jeune Nkosi. » Les enfants crient, courent et s'amuse autour de nous. Gail leur lance un sonore « Silence ! Mummy est en entrevue. »



Monique Durand

Un groupe d'enfants du refuge Siyafunda, qui vient en aide aux grands-mères chargées du soin de leurs petits-enfants dont les parents sont morts du sida. Huit millions d'hommes, de femmes et d'enfants mourront du sida au cours de la prochaine décennie en Afrique du Sud. C'est toute une génération en train d'être rayée de l'existence. Restent les petits-enfants et les grands-mères.

« La mère de Nkosi, atteinte du sida, l'avait abandonné. Elle vivait dans un township (quartier réservé aux Noirs durant l'apartheid), incapable de subvenir aux besoins de son fils, mais surtout menacée de rejet et d'opprobre si sa famille avait su. » Alors Gail recueille Nkosi, 5 ans, lui aussi porteur du VIH. Et le soigne et le couve pendant 10 ans, jusqu'à ce qu'il meure en 2000. La vie de Gail, la fille *glamour*, en est complètement retournée. Elle fonde le refuge Nkosi, à la mémoire de son petit chéri. Elle ne veut plus que des mères infectées soient séparées de leur progéniture. « C'est une sorte de commune où les femmes élèvent les enfants ensemble. Les pensionnaires, 12 mères et 42 enfants, sont ici à demeure. On offre une gamme de services d'aide psychosociale, une diète équilibrée et un milieu de vie aimant et calme. On arrive même à payer les études des jeunes grâce aux commandites d'organismes, d'entreprises et de personnes fortunées. »

Un bout de chou à l'adorable frimousse vient tout à coup se jeter sur les genoux

de Gail. C'est Thabo, 4 ans. « Je l'ai adopté. C'est mon fils. Dis bonjour à la dame, Thabo ! » « Vous savez, vous avez ici des femmes appartenant à la tranche la plus vulnérable de la société sud-africaine et du continent : les femmes africaines noires. » Il faut savoir que dans ce pays, 76 % de la population se définit comme africaine, 10 % comme blanche, 8 % comme métisse et 6 % comme asiatique. Gail poursuit : « Pour marier ces femmes noires, les hommes les ont souvent achetées contre quelques vaches ou une certaine quantité de bois. Elles leur appartiennent. Quand elles arrivent ici, leur estime d'elles-mêmes est à zéro. On leur apprend lentement, avec patience, à devenir autonomes. On leur enseigne qu'elles peuvent dire non à la demande sexuelle d'un homme. »

Retour au Bloc R de Soshanguve Est. Gladys me fait visiter le refuge Siyafunda, « son » refuge. Tout apparaît, à la Nord-Américaine que je suis, plus que rudimentaire : cuisine minimale, salle de jeux grande comme un mouchoir de poche, jouets usés jusqu'à la corde, livres d'histoires écornés, partout une vague odeur de moisi et de pipi. Une sorte de dortoir pour les nourrissons : trois lits où on allonge les petits côte à côte en travers des matelas (il y a 17 bébés ces temps-ci !). Et les toilettes, côté garçons et côté filles, dont Gladys est si fière. À l'entrée, un bureau minuscule où elle a accroché son « Visible Difference Award ».

Dix ans de démocratie et d'une vie politique nouvelle en Afrique du Sud, après l'élection de Nelson Mandela à la tête du pays en 1994, ne semblent pas avoir changé grand-chose, en apparence en tout cas. La pauvreté, dont le Bloc R est la fidèle représentation, reste criante, les inégalités scandaleuses, et le VIH, au lieu de se résorber, continue de se propager. « Tout a été dit, tout a été fait pour informer les gens des méfaits du sida et du besoin de se protéger. Mais rien n'y fait ! Un jour, dans une rencontre avec des jeunes, je leur demande, un peu impatiente : "Mais qu'est-ce que vous avez tant contre le condom ?" La réponse est cinglante :

"Écoute Gogo, me dit un adolescent sans rigoler, mangerais-tu un beau bonbon que t'as payé cher avec le papier qui l'enveloppe ?" Je suis restée sans mot, complètement dégoûtée. »

La fille de Gladys, Patience, s'est jointe à nous. Travailleuse sociale œuvrant aussi auprès des malades atteints du VIH, elle est, à 29 ans, l'une des rares diplômées universitaires du Bloc R. « Les Africains et Africaines n'ont absolument pas le rapport que vous avez, vous du Canada et des pays occidentaux, aux choses de la vie et du corps. Ils ont du mal à imaginer qu'ils peuvent être porteurs du virus du sida s'ils ne se sentent pas malades. Ils se disent : "Si j'étais malade, il se passerait quelque chose, donc je ne suis pas malade." » Patience a des yeux d'ange, un visage de madone ; elle semble porter si bien son nom. Car de patience, elle doit avoir besoin souvent... « Ils vont consulter le guérisseur et, pour décrire par exemple des problèmes d'estomac souvent associés au sida, ils lui racontent qu'ils ont avalé une grenouille qui va et vient dans leur trachée. C'est très ardu de défaire ces croyances-là, qui remontent à la nuit des temps. »

Pour la première fois, j'ai l'impression de saisir le sens du mot animisme. Patience poursuit : « Ils savent que le sida se transmet par la sexualité. Mais cela ne les arrête pas. Rien à cirer des condoms ! C'est difficile de comprendre une telle attitude quand c'est une question de vie ou de mort. »

Les Sud-Africains sont littéralement noyés sous la publicité les mettant en garde contre la maladie. À la radio. À la télé. Les rues, les autoroutes, les champs sont parsemés de grandes affiches : « Utilisez le condom ! Arrêtez le sida ! »

Gail Johnson avait aussi tenté une explication à la propagation du virus au lieu de sa résorption : « La polygamie ici est chose normale. Les hommes ont souvent plusieurs femmes. » Encore une fois, les statistiques sont hallucinantes : en Afrique du Sud, un homme atteint du VIH contamine en moyenne 3,5 femmes. Gail n'a pas la langue dans sa poche. « Les hommes noirs sont au



Gladys Ngoko (à gauche), fondatrice du refuge Siyafunda – tout le monde l'appelle Gogo (grand-mère) – et une amie militante.

moins autant chauvins et misogynes que ne l'étaient les hommes blancs il y a 30 ou 40 ans, quand nous avons fait sauter les verrous avec le mouvement de libération de la femme. C'est toute une révolution à laquelle doivent s'atteler ici, à leur tour, les *black African women*! Et ça ne se réglera pas du jour au lendemain. »

Et ces fameux médicaments anti-rétroviraux censés être maintenant plus accessibles aux Sud-Africains, grâce à une entente avec les grandes compagnies pharmaceutiques qui en réduit le coût? « Écoutez, ces médicaments sont efficaces à condition d'être pris avec énormément de discipline, à heure fixe tous les jours, sans faillir (parce qu'alors leurs effets s'annulent), et d'être accompagnés d'une alimentation appropriée. Or en ce pays, poursuit Gail, les gens ont souvent peu ou pas à manger. Bref, ces médicaments qui, en effet, peuvent sauver des vies doivent être administrés

en parallèle avec un counselling. Ils sont encore peu nombreux, les malades qui bénéficient du traitement. »

Des hommes – même jeunes – conscients du problème, il s'en trouve malgré tout plusieurs au pays de l'ancien apartheid. David Makubane a 26 ans. Il a fait des études en communications à l'Université Witwatersrand de Johannesburg. Il fait le tour du pays comme animateur auprès des adolescents pour Love Life, un des plus importants organismes de lutte contre le sida en Afrique du Sud. Le jeune homme confirme l'insouciance ambiante. « On a beau leur montrer des images terribles de malades en phase terminale, ils ne prennent pas le danger du sida au sérieux. Leurs pères faisaient l'amour à tous venants. C'est ceux-là qu'ils ont eus pour modèles. Ils ont peine à passer à un monde où cette sorte de liberté n'est plus possible. » Alors que leur dites-vous, à vos ados? « On leur dit de différer le début de leur vie sexuelle active. On veut éviter de dire "abstenez-vous". Et puis on leur recommande de diminuer le nombre de leurs partenaires. Et évidemment de se protéger. »

Je pense à ces grappes de jeunes hommes sans travail et sans avenir croisés près de chez Gladys, tous ces jeunes gens fiers et fringants qui « n'aisottent » du matin jusqu'au soir sur la terre rouge du Bloc R. David: « Ils restent assis à cœur de jour, cherchant l'ombre et ne pensant bien souvent qu'à ça. Au sexe. La seule chose qui les divertit. »

En dernière analyse, David prétend que le problème du sida dans les pays en développement ne se réglera que lorsque les femmes acquerront la maîtrise de leur destin et deviendront les égales des hommes. « Quand elles seront indépendantes et sauront dire non. »

En somme, le sida serait en partie une maladie de l'inégalité entre les sexes? Je pose la question à Karen Stanecki, du service des communications d'ONU SIDA à Genève. « Disons que si les femmes étaient plus "égales", cela voudrait dire qu'elles seraient mieux éduquées, mieux renseignées, et un peu moins pauvres. En conséquence, elles seraient davantage en mesure de se protéger et de négocier avec les hommes pour leur santé physique et psychologique et pour la sexualité. On peut donc présumer qu'il y aurait moins de sida dans le monde. »

Quand mon avion décolle de l'aéroport international Nelson Mandela, deux images me reviennent: l'embrasant sourire de Gladys, et une petite plaque funéraire plantée dans une bouteille d'eau Nestlé, vue au cimetière derrière chez elle, où des mots sont écrits à la main: « En souvenir ému de notre chère Grace. Née en 1977. Morte en 2004. »

Courriels des deux organismes :

Refuge Siyafunda :
peniche@iafrica.com

Refuge Nkosi :
nkosishaven@worldonline.co.za

Personnes atteintes du VIH sous traitement anti-rétroviral

- Dans l'ensemble des pays en développement : 12 %
- En Afrique : 8 %

Source : ONU SIDA (Genève)

En bref

Et vive le Pokémon!



Les jeux vidéo confinent, encore et toujours, les personnages féminins à des rôles secondaires ou de super-héroïnes qui n'ont de femme que l'apparence. Un espoir: le succès du jeu *Pokémon*. Basé sur la logique de l'amitié, il permet aux garçons et aux filles de s'identifier aux personnages à l'abri des stéréotypes.

(« Genre et technosciences : les rôles féminins dans l'univers de quatre jeux vidéo », Judith Trudeau, *Les cahiers de l'IREF*, n° 11, Montréal, 2004).

Full sexe

Les MTS, dont les infections à chlamydia, qui peuvent causer infertilité et grossesses ectopiques, sont en hausse constante chez les jeunes Canadiennes. Le taux d'adolescentes de 15 à 19 ans atteintes de cette infection est passé de 0,97 % en 1997 à 1,4 % en 2002.

(« Adolescent Sexual and Reproductive Health in Canada: A Report Card in 2004 », Alexander McKay, *The Canadian Journal of Human Sexuality*, vol. 13, n° 2, 2004. www.sieccan.org/pdf/mckay.pdf).

Un pontage pour madame?

Hommes et femmes restent inégaux face au pontage cardiaque. En 1998, 33 % des hommes et seulement 20 % des femmes dont l'état de santé pouvait justifier cette chirurgie ont été opérés. Selon la psychologue auteure de l'étude, cet écart ne s'explique pas par des différences de profil entre les patients, mais bien par un biais lié au genre dans les diagnostics et décisions des médecins.

(« Heart Disease and Gender Inequity », Cheryl B. Travis, *Psychology of Women Quarterly*, vol. 29, n° 1, mars 2005).



Le bogue des informaticiennes

Depuis 1992, la proportion de cégépiennes qui étudient en informatique a chuté de moitié, passant de 25 à 11 % (selon une étude du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation du Québec). Dans les technologies de l'information, les femmes ne représentent plus que 22,9 % des travailleurs au Canada, alors qu'elles étaient 25,4 % il y a quatre ans à peine (d'après une enquête du Conseil des ressources humaines du logiciel).

Pourtant, le secteur informatique, qui a connu une croissance sans précédent dans les années 1990, avait mis beaucoup d'énergie à séduire les filles pour contrer la pénurie de main-d'œuvre. Le déclin du secteur, vu comme un retour à la normale après une période d'euphorie, a suffi à renverser la vapeur. À la perspective de conditions de travail et d'un marché de l'emploi moins alléchants qu'auparavant, les filles sont moins enclines à se lancer dans ce secteur non traditionnel. De leur côté, les entreprises ne manquent pas de candidats à l'embauche, ce qui semble ralentir le recrutement féminin. Pas surprenant que le Centre d'étude sur l'emploi et la technologie prévoit un ralentissement notable de la féminisation dans les emplois de haut niveau professionnel et technique d'ici 15 ans.

Bulletin du Cetech, vol. 6, n° 1.
www.cetech.gouv.qc.ca



Ça va, madame la professeure?

Tout un rattrapage : le nombre de femmes professeures à temps plein dans les universités canadiennes s'est accru de 51 % de 1991 à 2003. À l'inverse, celui des hommes a chuté de 14 %. À l'époque, un prof sur quatre était une femme; aujourd'hui, c'est presque un sur trois. La proportion grimpe à 36 % pour les moins de 40 ans.

Mais à y regarder de plus près, les inégalités subsistent, dont – et non la moindre – celle des salaires. En moyenne, les femmes gagnent environ 15 % de moins que leurs collègues masculins. Principale explication : les hommes occupent à 83 % les postes de titulaires, les mieux payés. Et même lorsque les femmes le sont, l'écart salarial est encore de 6 %. Cela s'explique par le fait que les professeures sont aussi plus jeunes – 47 ans en moyenne, contre 51 ans pour les hommes – et moins présentes dans les disciplines les plus payantes (sciences, mathématiques et génie). Leur nombre en génie et en mathématiques a beau avoir doublé depuis 10 ans, elles ne représentent encore que 10 % et 13 % de l'effectif dans ces domaines!

Soyons tout de même optimistes: la place des femmes dans le corps professoral des universités ne pourra que s'améliorer. D'abord, elles sont plus nombreuses que jamais à obtenir des doctorats, ce qui augmente leurs chances d'être recrutées. Ensuite, le départ à la retraite d'une majorité d'hommes leur laissera plus de place pour gravir les échelons.

« Les femmes dans l'enseignement universitaire », Deborah Sussman et Lahouaria Yssaad, *L'emploi et le revenu en perspective*, Statistique Canada, février 2005.

S.O.S. Conciliation

Les entreprises commencent enfin à voir des retombées positives aux mesures qu'elles prennent en faveur des familles. C'est un des constats de Diane-Gabrielle Tremblay, professeure à la Télé-Université de l'Université du Québec, dans son dernier livre *Conciliation emploi-famille et temps sociaux*. La chercheuse, qui s'intéresse à la question depuis 10 ans, analyse une multitude d'enquêtes menées au Québec et ailleurs dans le monde, et présente les résultats de ses propres recherches. « Les progrès viennent surtout des secteurs professionnels mixtes ou de haute technologie, dit-elle, comme les banques, les services policiers, les bureaux d'ingénieurs ou la recherche pharmaceutique. »

Dans les secteurs de pointe, la conciliation devient même un moyen d'attirer et de retenir la main-d'œuvre. Les gestionnaires « constatent que les mesures de conciliation ne sont pas coûteuses et qu'elles peuvent même leur rapporter gros en améliorant la productivité et la motivation du personnel ». La preuve: selon une récente enquête de la firme Catalyst Canada menée auprès de

1 400 avocats et avocates au pays, les mesures de conciliation et la possibilité d'aménager ses horaires constituent désormais l'un des premiers critères de choix d'un cabinet où exercer; 84 % des avocates et 66 % des avocats seraient prêts à en changer pour améliorer leur situation! Or, le départ et le remplacement d'un avocat coûte en moyenne 315 000 \$, comme l'ont calculé les analystes de Catalyst. De quoi faire réfléchir...

Mais les PME, le commerce de détail, l'industrie du vêtement et de l'alimentation sont encore loin d'avoir compris l'intérêt de ces mesures, regrette Diane-Gabrielle Tremblay. Et ce ne sont pas les politiques publiques qui vont les motiver! Le gouvernement du Québec, après avoir joué un rôle de précurseur avec son programme de garderies, traîne aujourd'hui la patte et se montre très timide. Les mesures concrètes sont plutôt rares. « L'État lui-même ne montre pas l'exemple avec ses employés, qui n'ont souvent pas la possibilité de bénéficier des mesures pour lesquelles ils payent », dénonce la chercheuse.

« L'État lui-même ne montre pas l'exemple avec ses employés, qui n'ont souvent pas la possibilité de bénéficier des mesures pour lesquelles ils payent. »

Diane Gabrielle Tremblay



Entre le non-interventionnisme total de l'État américain et les politiques publiques très développées de la Scandinavie, le Québec a encore du chemin à parcourir. Après avoir rencontré plus de 2 000 travailleurs, l'auteure est catégorique: « Le défi de la conciliation est urgent et majeur... Je vous laisse, je dois aller chercher mon fils à la garderie! »

Conciliation emploi-famille et temps sociaux, Diane-Gabrielle Tremblay, Télé-Université, 2004, 353 pages.

Beyond a Reasonable Doubt: Building the Business Case for Flexibility, Catalyst Canada, Toronto, 2005. www.catalystwomen.org

L'École nationale
d'administration publique et
la Didacthèque internationale
en management public

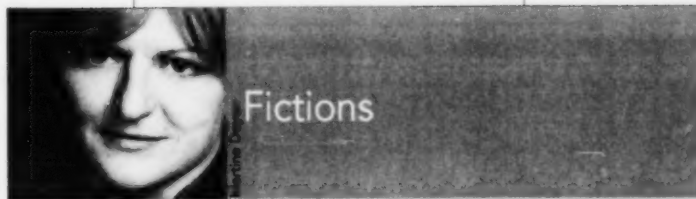
PARTENAIRES

Secrétariat du Conseil du trésor du Québec
Groupe Femmes, Politique et Démocratie
Réseau Femme Action Mentorat
Secrétariat à la condition féminine
du gouvernement du Québec

FEMMES ET GOUVERNANCE : VISIONS NORD-SUD

La participation des femmes à la gouvernance :
pourquoi est-ce nécessaire?
Femmes et démocratie : quels sont les enjeux?
Femmes et leadership : quelles sont les valeurs, approches et pratiques?
Carrière dans l'administration publique :
quels sont les facteurs de succès et les renoncements?

Colloque international
Du 15 au 17 novembre 2005



Fictions

La saga du XX^e siècle

L'écrivaine d'origine yougoslave Aline Apostolska poursuit un projet ambitieux : « raconter le XX^e siècle trois fois », qu'elle amorce avec *Neretva*, dont le nœud de l'action se situe dans les Balkans, plus particulièrement en Bosnie et dans sa capitale Sarajevo. « Sarajevo est la cicatrice de l'Europe, qui s'ouvre régulièrement depuis 3000 ans et qui n'a cessé de résonner des bruits du monde », dit-elle. Son leitmotiv : chaque individu participe inexorablement de l'Histoire collective. Pour récapituler ce « siècle laboratoire qui a charrié des choses énormes, qui a engendré deux monstres (le fascisme et le communisme) », l'écrivaine



fait de sa grand-mère Bernarda la très belle figure centrale d'un roman sous-tendu par « la confrontation de l'individuel et du collectif ». « Je voulais aussi raconter la spécificité de la Yougoslavie, qui a expérimenté avec Tito une application unique du communisme », ajoute-t-elle. Politique, Histoire et fiction se confondent ainsi dans cette captivante saga sur un siècle qui « s'est terminé dans le désarroi total pour la grande majorité de la planète ». Après les incontournables Balkans, Aline Apostolska mesurera le siècle à l'aune de l'Amérique du Sud – terreau de nombreuses dictatures –, puis de l'Amérique du Nord. Le titre de chacun de ces « livres gigognes » prendra le nom d'un fleuve : une façon de symboliser « le fleuve de l'Histoire », notion chère à l'écrivaine. Aline Apostolska, *Neretva*, Québec Amérique, 2005, 456 p.



Une femme de science au Moyen Âge

Pour Maryse Rouy, passionnée du Moyen Âge français, et plus précisément des 12^e et 13^e siècles, « le roman historique se doit absolument d'être plausible ». D'où des recherches élaborées, une abondante documentation et des personnages féminins qui « auraient pu exister ». Ainsi de l'héroïne des *Jardins d'Auralie*, dont l'écrivaine fait l'une des premières femmes médecins de l'Europe féodale. « Elle m'a été inspirée par Batisia Gozzadini, une erudite née en 1209, licenciée en droit civil et en droit canon, qui enseignait à

l'Université de Bologne. » Le roman se situe à Montpellier vers 1230, car son école de médecine « était alors très réputée et la ville était bien connue pour sa tolérance : une charte stipulait notamment que quiconque pouvait enseigner la médecine ». Dans un style fluide et vivant, l'écrivaine rend compte de l'état du savoir médical à l'époque médiévale et du rôle des femmes dans l'acte de guérir. Et prend bien garde de doter ses personnages d'une psychologie et de valeurs correspondant à celles d'aujourd'hui. Si Maryse Rouy se plaît à reconstituer l'existence des femmes à l'époque féodale, elle n'aurait jamais voulu y vivre. « Le sort des femmes a connu une certaine amélioration vers le 12^e siècle, mais n'était pas du tout enviable », souligne-t-elle.

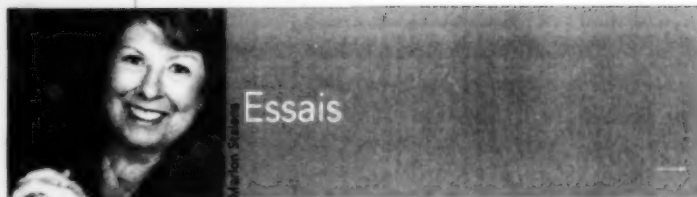
Maryse Rouy, *Les Jardins d'Auralie*, Québec Amérique, 2005, 240 p.



Secrets jardins japonais

La Japonaise Aki Shimazaki a commencé à écrire à Montréal, où elle vit depuis 1991 après avoir transité par Vancouver, puis Toronto. « J'étais curieuse de vivre à l'étranger, et le Canada était alors plus facile d'accès pour les Japonais. » Elle décida d'écrire directement en français. Le résultat : un style minimaliste, qui préside à une œuvre composée pour l'heure de cinq titres racontant tous, selon divers points de vue, une même histoire que clôt *Hotaru* (en français, « luciole »), et abordée dans *Tsubaki*, *Hamaguri*, *Tsubame* et *Wasurenagusa*, publiés entre 1999 et 2003. « Au départ, j'ignorais que les livres prendraient cette tangence, je n'avais pas conçu un tel projet », dit-elle. L'écrivaine y parle du pays natal en mettant en scène une héroïne d'origine coréenne née vers 1920 ; dans ce cycle abondent les secrets de famille qui seront dévoilés progressivement, d'un livre à l'autre, et les références à des traumatismes nationaux (le bombardement de Nagasaki ou le quasi-génocide des Nord-Coréens installés au Japon). « Mes personnages féminins ne sont pas des Japonaises typiques d'aujourd'hui, admet Aki Shimazaki. Celles d'aujourd'hui sont de plus en plus scolarisées et travaillent. Mais la société japonaise est toujours dominée par les hommes, traditionnellement conservateurs, et elles ont de la difficulté à obtenir des postes importants. » Bien que situés dans le passé, *Hotaru* et les romans précédents nous familiarisent avec cette société, cette culture et cette Histoire qui nous demeurent largement méconnues.

Aki Shimazaki, *Hotaru*, Leméac/Actes Sud, 2004, 144 p.



Essais

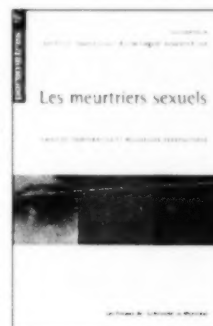
La révolution des «senioresses»

Le «mamie-boom», vous connaissez ? L'un des grands phénomènes sociaux actuels, estime la journaliste et essayiste française Christiane Collange, qui a inventé le néologisme *senioresses* pour désigner les «nouvelles» mamies. «Âgées de 55 à 75 ans, elles appartiennent à la première génération de femmes à s'être libérées des lourds travaux ménagers et ayant eu accès à la contraception. Elles ne ressemblent pas à leurs mères.» Leur espérance de vie n'a jamais été aussi élevée, et elles forment aujourd'hui 60 % du groupe des 60 ans et plus. Pour *La deuxième vie des femmes*, son 15^e livre, M^{me} Collange en a rencontré une centaine. «Souvent plus sereines que les jeunes femmes, elles ne savent cependant pas qu'il leur reste une vraie vie.» Plusieurs sont seules, pour cause de divorce ou de veuvage, et se laissent gâcher l'existence par le «jeunisme terrifiant» de l'époque. «Elles consomment la chirurgie esthétique à haute dose, avec l'espoir de trouver un nouveau conjoint. Or, malgré la propagande sur l'amour jusqu'à n'importe quel âge, les femmes ont, à compter de 55 ans, très peu de chances de se remettre en couple», dit celle que la France a surnommée la «Jeanne d'Arc de l'anti-lifting». Néanmoins, lorsque sonne l'âge de la retraite, «les femmes vivront encore longtemps, et peuvent vivre bien, car elles ont la possibilité de faire tout ce qu'elles n'ont pu faire auparavant, quand elles étaient écrasées par le boulot, les enfants, etc.». Un problème demeure préoccupant pour Christiane Collange: la dénatalité persistante des pays industrialisés. «Nos sociétés doivent aider les jeunes femmes à avoir des enfants», affirme-t-elle avec force. | Christiane Collange, *La deuxième vie des femmes*, Robert Laffont, 2005, 304 p.

De l'agression sexuelle au meurtre

Qui sont les meurtriers sexuels ? Pas tous des tueurs en série ou des sadiques façon Jack l'Éventreur, l'Étrangleur de Boston, Ted Bundy ou Paul Bernardo, qui ont marqué l'imaginaire populaire. D'abord, les meurtriers sexuels ne sont pas si nombreux: le Canada en compte entre 20 et 25 par année (à l'exclusion des conjoints et ex-conjoints), dont 2 à 3 % de tueurs en série. «La majorité des agresseurs ont "seulement" l'intention de violer. Les différences entre violeur et meurtrier sexuel consistent en grande partie en des variables situationnelles: la possession d'une arme, la consommation d'alcool, le degré de résistance de la victime», résume Jean Proulx, professeur à l'École de criminologie de l'Université de Montréal, clinicien à l'Institut Philippe Pinel et l'un des auteurs du collectif *Les meurtriers sexuels*. Autrement dit, une femme agressée sexuellement ne devrait pas trop se défendre si elle veut préserver sa vie...

Les tueurs en série constituent peut-être l'exception, mais pas les violeurs en série. Certains suivent leurs proies pendant des jours, notent leurs habitudes. «J'ai rencontré un violeur qui avait monté un *scrapbook* contenant des informations sur 200 femmes», dit le criminologue. Appartiennent à cette typologie les prédateurs pédophiles homosexuels. «Ils consacrent leur temps à planifier leur délit. Ils repèrent les victimes "faciles", par exemple les garçons avec une clé dans le cou. Et s'arrangent pour avoir un accès aux victimes, notamment par leur travail.» Ils sont parmi les délinquants sexuels les plus difficiles à traiter; leur comportement est déjà installé à l'âge de 15 ans, et ils sont généralement convaincus du bien-fondé de leurs actes. Il en est de même pour les sadiques, qui s'attaquent essentiellement aux femmes. «Ils ont été des enfants isolés, rejetés, des souffre-douleur ayant une faible estime d'eux-mêmes; ils se sentent humiliés et veulent faire subir aux femmes ce qu'ils ont subi», explique M. Proulx. Contrairement à ce qu'on pourrait croire, la porno type (3X) les a peu influencés.



À signaler



Mr. Potter, de Jamaica Kincaid. Voilà une écrivaine d'origine caraïbe (née à Antigua) qui mérite d'être lue. Ce roman, à l'instar de l'ensemble de l'œuvre, prend appui sur l'histoire familiale. Il est ici question d'un père qui n'a guère voulu se faire connaître de sa fille. Mais M^{me} Kincaid transcende de loin la simple autobiographie; elle s'adonne vraiment à un travail littéraire, avec ce livre fascinant sur un homme analphabète dont l'existence s'est avérée vide de sens, mais aussi vide de mots. (L'Olivier, 2004, 204 p.)

Léonie Imbeault, de France Vézina. Au début, nous lisons l'histoire d'une fillette de 11 ans qui ressemble aux truculentes héroïnes de Réjean Ducharme; nous constatons ensuite que la narratrice est une femme adulte nommée Émilie Lajoie. Léonie est-elle l'enfant que cette femme a été ? La réponse est secondaire. L'important, c'est que M^{me} Vézina nous propose un roman jubilatoire, une véritable fête du langage pleine d'invention. Par surcroît, le roman porte à réflexion. Une belle surprise venue d'ici. (XYZ éditeur, 2005, 296 p.)



« En revanche, les films d'horreur, où les femmes sont toujours des proies, les films sur les camps de concentration nazis, comme *Elsa la louve des SS*, et les films sataniques ont souvent été pour eux des révélateurs. »

Au Québec, aujourd'hui, 500 délinquants sexuels ont une sentence; une centaine purgent une peine de plus de deux ans, et sont soumis à des programmes intensifs de type cognitivo-social. Certains, « impossibles à traiter, ne sortiront sans doute jamais de prison », dit M. Proulx. Pour d'autres cas graves reste la castration chimique; elle n'empêche pas l'érection, mais réduit fortement le désir sexuel, n'est pas irréversible (contrairement à la castration physique), et constitue parfois le seul traitement pour un problème fort complexe. | Jean Proulx, Maurice Cusson, Éric Beaugard et Alexandre Nicole (sous la dir. de), *Les meurtriers sexuels. Analyse comparative et nouvelles perspectives*, Les Presses de l'Université de Montréal, 2005, 348 p.

Ras-le-bol du «cul, corps, cash»!

Un garçon de 16 ans rentre coucher chez son père avec deux filles de son âge. Une fillette de 9 ans croit qu'elle intéresserait davantage un garçon si elle lui envoyait une photo de sa vulve. Des adolescentes demandent comment faire « une bonne pipe » et s'il faut avaler. « Elles n'ont pas

15 ans et veulent devenir des « queen fellationnistes » », dit la sexologue Jocelyne Robert. Toutes attitudes attribuables à la pornographie qui, estime-t-elle, « a tout envahi et est devenue, en matière de sexualité, l'unique modèle, pour les jeunes comme pour les adultes ».

Dans *Le sexe en mal d'amour*, elle s'élève contre notre ère du «cul, corps, cash». Elle énumère les effets de cette hégémonie de la porno: « Un désenchantement rapide à l'égard de la sexualité, des dysfonctions érectiles chez des hommes très jeunes, des jeunes femmes qui se font charcuter à qui mieux mieux (jusqu'à la reconstruction des organes génitaux), des filles qui commencent à simuler l'orgasme dès l'âge de 13 ou 14 ans pour plaire à leurs partenaires, et une difficulté générale à entrer en relation avec l'autre. » De toute évidence, son livre qui en appelle avec humour à un retour de l'affectivité et de la fête érotique a trouvé écho. « Plein de gens, y compris des hommes, en ont vraiment ras le bol, car les êtres humains ont besoin que les choses aient du sens. Ils constatent maintenant qu'on a sérieusement dérapé », conclut la sexologue. | Jocelyne Robert, *Le sexe en mal d'amour. De la révolution sexuelle à la régression érotique*, Éditions de l'Homme, 2005, 240 p.



À signaler



:: *Histoire de la sexualité en Occident*, de Fabienne Costa-Rosaz. Le sujet n'est pas neuf mais l'auteure, journaliste de son état et vulgarisatrice plutôt douée, propose un fort agréable tour d'horizon, de l'Antiquité à nos jours. L'ouvrage, présenté sur papier glacé avec une abondante iconographie en couleurs, appartient incontestablement à la catégorie des beaux-livres. (Éditions de La Martinière, 2004, 226 p.)

:: *Une Chine sans femmes?*, d'Isabelle Attané. Elles sont 600 millions de Chinoises. Mao, mort en 1976, a fait croire à l'égalité des sexes. Aujourd'hui, on constate que la femme chinoise est une grande laissée-pour-compte du système. Isabelle Attané, démographe et sinologue, relate la troublante histoire d'un recul qui s'est étalé sur 25 ans. (Perrin, 2005, 396 p.)



:: *Pourquoi les femmes souffrent-elles davantage et vivent-elles plus longtemps?*, d'Anne de Kervasdoué et Jean Belaisch. La douleur chronique, comme celle causée par la fibromyalgie, touche nettement plus les femmes que les hommes. Pourquoi? Les auteurs eux-mêmes, tous deux médecins, reconnaissent avoir peu de réponses, d'autant que la recherche scientifique s'est peu intéressée au sujet. Ils montrent néanmoins, à partir d'histoires de cas, que la douleur chronique est généralement due à une maladie bien réelle (et est rarement d'origine psychosomatique, comme on l'entend trop souvent). Ce livre incite à exiger des traitements adéquats. (Odile Jacob, 2005, 464 p.)



:: *Yvette Rousseau. La réussite d'une vie*, d'Huguette O'Neil. Yvette Rousseau, née en 1917 à Saint-Éleuthère, fut institutrice et ouvrière dans l'industrie du textile, et a fini sénatrice! Entre-temps, elle aura fait preuve d'un militantisme ardent, particulièrement au sein de la CSN (Confédération des syndicats nationaux), et collaboré à la mise sur pied du Conseil du statut de la femme. La journaliste Huguette O'Neil, qui se lia d'amitié avec cette femme d'exception décédée en 1988, récapitule ici un parcours hélas! trop méconnu, et encore aujourd'hui des plus inspirants. (Éditions du remue-ménage, 2004, 448 p.)





Une scène centrale, des craquements de coque de bateau, des bruits de vagues, des femmes qui se rapprochent, s'éloignent, s'aiment, se jalourent. Bienvenue dans la cale d'un navire anglais fendant les eaux vers l'Australie pour y débarquer un lot de prisonnières, comme cela se produisait de temps en temps au 19^e siècle. Inspiré par la pièce *Transport de femmes* de l'auteur britannique Steve Gooch, le chorégraphe Daniel Bélanger a créé *Projet X*, où il plonge dans cette atmosphère de promiscuité tournant au confinement. « Je cherche à travailler sur les rapports de force, mais aussi sur la complicité et l'entraide qui se développent entre femmes dans un espace clos, dit-il. Une situation qui se rapproche du milieu carcéral ou de la réalité des immigrantes clandestines enfermées dans des *containers*. » Davantage metteur en mouvement que chorégraphe pour cette production, Daniel Bélanger a choisi comme interprètes quatre comédiennes de Québec. Il a conçu un spectacle basé sur la force du sentiment et la simplicité du geste en partant de l'interprétation des actrices face à l'angoisse, au désespoir, à la fraternité, à la violence qui naissent dans la cale du navire.

À la salle Multi du complexe Méduse, à Québec, du 12 au 14 mai. Tél. : (418) 643-8131.



Trois femmes partageant un même espace de travail, celui d'un club de danseuses érotiques de Caroline du Sud. La beauté rousse de Sky, alias Sandra, semble tout droit sortie d'une forêt enchantée d'Irlande. Cette massothérapeute passionnée par les rituels autochtones veut offrir un moment de dialogue aux hommes qui ne parviennent pas à nouer de relations intimes avec l'autre sexe. Sa collègue Drea, elle, occupe cet emploi pour payer ses études internationales, tandis que Dawn, fille-fleur de 17 ans, s'y forme depuis trois semaines à l'initiative de son fiancé. La photographe Dominique Rey a saisi leur reflet dans le miroir alors qu'elles se préparaient à apparaître au public. Dans *Selling Venus / Vénus au miroir*, elle présente une dizaine de portraits de ces danseuses, ainsi qu'une vidéo captant leurs confidences. « Chacune se crée une carapace, une image de la femme idéale pour mieux se vendre, explique la jeune Franco-Ontarienne. C'est leur transformation physique et psychologique qui me fascine, la complexité de leur personnalité. » Pour mieux comprendre cette réalité, la photographe a passé trois jours au Japon, dans un club réservé aux étrangères. Elle s'est glissée dans la loge des effeuilleuses en laissant à la porte les préjugés sur le misérabilisme de cette profession. « Bien sûr, l'environnement est triste dans ce genre de club, et on ne sait pas trop ce qui se passe dans les pièces à l'éclairage tamisé où la fille danse derrière une vitre, remarque-t-elle. Mais ces filles ne sont pas des victimes; elles sont en contrôle. Elles ont pris une décision qui va les aider financièrement. »

À la galerie Clark, à Montréal, du 5 mai au 18 juin. Tél. : (514) 288-4972. www.clarkplaza.org

Sans gants blancs

« J'aime pas qu'on relèque mon derrière / Ni ceux des autres filles, tu vois / Et c'est toujours la même histoire / Paris-Montréal, même combat / Le machisme est international / L'patriarcat transcontinental... » Qu'on se le dise, Genr'radical ne fait pas dans la dentelle lorsqu'il s'agit de dénoncer le sexisme sous toutes ses formes ou la machine capitaliste. Féroce engagé, le groupe (trois voix féminines et une masculine) se produit souvent dans des rassemblements militants et a lancé un disque au profit d'une radio communautaire au Nicaragua. « On n'accepte aucun compromis visant à diluer le message, affirme Eve-Marie Lampron, une des membres. Nous prôtons un féminisme radical. Il faut repenser les rapports sociaux hommes-femmes puisque l'égalité est loin d'être atteinte, en particulier dans la vie privée. »

www.antipatriarcat.org/genr'radical

Avec un peu plus de métaphores que ses collègues radicales, Dominique Bouffard chante aussi les difficultés à rencontrer les autres dans un monde de plus en plus avide de beautés stéréotypées. Lauréate du Festival en chanson de Petite-Vallée l'an dernier, cette auteure-compositrice-interprète de 26 ans s'interroge avec justesse sur la féminité d'aujourd'hui, l'amitié, la dépendance amoureuse. Une nouvelle voix à découvrir.

Au Théâtre Petit Champlain, à Québec, le 27 mai. Tél. : (418) 692-2631. www.dominiquebouffard.com



Elles brûlent les planches

Cette année, le Festival de théâtre des Amériques, à Montréal, ouvre une fenêtre sur une vision féminine du monde à travers trois pièces, dont deux se retrouvent aussi aux Théâtres d'Ailleurs, à Québec. *Danse sur les verres*, du jeune dramaturge iranien Amir Reza Koohestani, relate la rencontre d'un couple. Un homme et une femme, seuls sur scène, amorcent un dialogue de part et d'autre d'une très longue table qui sépare leurs deux univers. Lui, le maître à danser, incarne le malaise des jeunes Iraniens, coincés entre leur désir d'évolution et l'influence d'une dictature pas tout à fait moribonde, tandis que sa muse, son élève, sa maîtresse vogue déjà vers de nouveaux horizons.

Isabella, la très libérée héroïne de l'auteur et metteur en scène belge Jan Lauwers, présente de son côté une vision décapante de la vieillesse féminine. Les témoins des événements marquants du siècle défilent dans *La chambre d'Isabella*, envahie d'objets archéologiques, dans un *happening* échevelé mêlant David Bowie et baisers torrides. Sans complexes, cette nonagenaire, aujourd'hui aveugle, convoque les nombreux personnages croisés dans sa vie d'aventures, dont ses anciens amants, pour découvrir le secret de sa naissance.

Dans *The Room*, la plasticienne et vidéaste égyptienne Amal El Kenawy explore aussi une chambre. Une femme, vêtue de blanc, y coud une robe de mariée. Pres d'elle sont projetées des images vidéo, dont celle d'un cœur qui bat. Une partie de l'Orient se dévoile dans cette pièce cachée qui fait souvent référence à la dissolution de soi dans le mariage.

Festival de théâtre des Amériques, à Montréal, du 25 mai au 8 juin.
Tél.: (514) 842-0704. www.fta.qc.ca

Festival Théâtres d'Ailleurs, à Québec, du 25 mai au 5 juin. Tél.: (418) 692-3131.
www.carrefourtheatre.qc.ca

Transformation extrême



C'est l'histoire d'une nouvelle naissance artistique et physique que raconte Pauline Voisard, de Vidéo Femmes, dans son documentaire *Avatar*. Après plusieurs années de questionnement, Guylaine Champoux, une artiste en arts visuels atteinte d'obésité morbide, a décidé de subir l'ablation d'une partie de l'estomac. Dans le document, elle décrit comment elle sort peu à peu de sa maison de chair, tandis que ses œuvres, semblables à des sarcophages fermés, évoluent en canots ouverts sur le monde, intégrant les traces de sa transformation physique. « Les gens qui prennent en main leur destinée m'impressionnent, raconte la réalisatrice. Dans *Avatar*, j'ai voulu faire sentir que nous nous montrons souvent intransigeants envers ceux et celles qui sont hors normes. » La différence nous met mal à l'aise et Guylaine Champoux témoigne de cette souffrance.

Pour se procurer la vidéo: (418) 529-9188 ou www.videofemmes.org

Sorties de l'ombre

Les femmes dans l'art, magnifique ouvrage de l'historienne française Marie-Jo Bonnet, tire de l'oubli près de 200 œuvres d'artistes féminines, anciennes ou contemporaines. On y apprend que l'époque médiévale constitue une période foisonnante pour les peintres au féminin, souvent intégrées dans des ateliers familiaux, et que chaque année jusqu'en 1704, elles sont une poignée à fréquenter l'Académie royale de peinture. La progression des peintres en jupe n'a rien d'une route rectiligne, cependant. À l'issue de la Révolution française, elles se retrouvent en effet exclues du nouveau système artistique, puisqu'elles ne jouissent pas des mêmes droits politiques que leurs collègues. Une situation qui change au lendemain de la Première Guerre mondiale dans un Paris en pleine ébullition.

« C'est dans l'art qu'elles se montrent le plus audacieuses car la littérature demeure un univers très masculin, remarque Marie-Jo Bonnet. Elles explorent l'abstraction, une façon pour elles de s'émanciper des images stéréotypées. »

Les femmes dans l'art, Marie-Jo Bonnet, Éditions de la Martinière, 2004, 252 p.



Semaine de l'infirmière - 8 au 14 mai 2005

On est là



Ordre
des infirmières
et infirmiers
du Québec